

LE FASCISME

Depuis que le fascisme italien est entré dans la phase légale, il se plaît à se présenter comme l'expression des intérêts de la nation, d'abord ; des nationaux, ensuite, en dehors de toute considération particulière de classe, de groupement, d'individu. C'est là, faut-il le dire, un masque de vertu destiné à tromper la bonne foi des simples. Et si le fascisme était un phénomène exclusivement italien, sans conséquence en deçà des Alpes, cette hypocrisie ne pourrait nous émouvoir. Mais le fascisme est un mode de réaction de la bourgeoisie contre la menace révolutionnaire et, à ce titre, il doit nécessairement s'étendre partout où règne le capitalisme. Aussi convient-il que les travailleurs ne se laissent pas tromper par le pseudo-démocratie fasciste. Et il peut être nécessaire d'arracher le masque du monstre et d'en découvrir l'abominable laideur.

Qu'est-ce que le fascisme ?

Par ses origines assez confuses, il est une manifestation de l'instabilité économique et politique de l'Italie d'après-guerre. Vague tentative de quelques aventuriers politiques pour s'imposer sur le théâtre public avec l'aide des éléments disparates de la petite bourgeoisie commerçante et agricole et d'officiers subalternes démobilisés, scoulés d'hypernationalisme de Mussolini et de d'Annunzio.

Le parti naissant, en 1919, chercha sa voie dans le ton radical. Nous trouvons, parmi ses revendications :

- 1) Droit de suffrage avec représentation proportionnelle ; droit électoral actif et passif des femmes ;
- 2) Abolition du Sénat ;
- 3) Convocation d'une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle constitution à base républicaine ;
- 4) Introduction de la journée de 8 heures et minimum légal des salaires ;

5) Participation des ouvriers à la direction technique et administrative de l'industrie et des moyens de communications publics ;

6) Elargissement de la législation sociale ;

7) Imposition extraordinaire du capital, devant avoir le caractère d'une expropriation partielle de toutes les richesses ;

8) Confiscation de tous les biens des congrégations religieuses ;

9) Révision de tous les contrats de fournitures de guerre et confiscation de 85 % des bénéfices de guerre, etc., etc.

Malgré ce programme démagogique, le fascisme ne rencontra pas la moindre sympathie parmi la population ouvrière. C'est à peine si Mussolini récolta 5.000 voix à Milan, sur 200.000 lors des élections de 1919, tandis que le parti socialiste faisait une avance prodigieuse. Mais, moins d'un an après, à la suite de l'occupation des usines par les ouvriers et de l'expropriation des grandes propriétés foncières par les paysans, les fascistes renoncèrent à la conquête légale et pacifique et instaurent leurs procédés de terreur, en même temps qu'ils dénoncent leurs fins réactionnaires. C'est dans les contrées agricoles qu'opèrent tout d'abord les bandes de « chemises noires », où elles détruisent toutes les organisations prolétariennes. La collusion des chefs fascistes avec la bourgeoisie réactionnaire et avec les dirigeants de l'armée se manifesta aussitôt. Les actions prennent le style militaire et la répression s'exerce contre la classe ouvrière exclusivement. Très rapidement, les légions croissent en nombre et le prolétariat, dont l'activité révolutionnaire était si marquante par ailleurs, assistait impuissant, presque indifférent, au développement du monstre qui devait l'anéantir.

Indifférence fatale, qu'elle ait été causée par la lassitude, après les échecs de 1920, ou par une confiance trop grande dans la situation politique du parti socialiste, elle fut la cause de la pire déchéance qui put frapper un peuple. Même au moment de la « Marche sur Rome », il était temps encore d'arrêter le courant. Mais, alors, les partis de gauche étaient incapables d'entreprendre une action combinée. Chacun songeait encore à sauvegarder sa situation propre et personne ne voulait sortir de la légalité pour suppléer à l'abstention complice de l'armée et de la police.

Le parti socialiste siégeant avec 100 membres au Parlement et se croyant assez fort comme cela pour résoudre le problème. Les partis radicaux bourgeois, sans avouer une sym-

pathie formelle pour le mouvement fasciste, marquaient cependant une secrète satisfaction de voir combattre, même illégalement, la menace ouvrière. Les uns et les autres ne voulant du reste pas courir le risque d'une révolution qui pouvait les mener bien au-delà de leurs propres visées.

Et le fascisme, tout en démoralisant ses adversaires, raffermissait ses positions.

Cette situation est d'autant moins compréhensible que les actes de violence commis par les « chemises noires » déroutent l'imagination par leur cruauté et auraient dû provoquer une révolte générale. Le cadre de cet article ne permet pas l'énumération de tous les crimes qui furent commis contre les militants ouvriers, ils se chiffrent d'ailleurs par centaines. Aussi, n'ai-je point l'intention de faire l'histoire détaillée de cette monstruosité sociale. La seule tentative de résistance fut le décret de grève générale en août 1922, dont les conséquences eussent pu être importantes, si les leaders, deux jours plus tard, ne l'eussent pas sabotée.

Au mois d'octobre de la même année, les fascistes s'emparèrent du pouvoir sans rencontrer la moindre résistance. Et Mussolini, au lieu de réaliser son programme de 1919, s'empressa de museler tous les adversaires qu'il n'avait pas encore fait assassiner. Le Parlement devint un organisme sans pouvoir véritable, où les députés siégeaient sous la menace continue et pour leur liberté et pour leur vie. Si, légalement, les organisations ouvrières avaient droit d'existence, illégalement elles étaient détruites par les bandes de sicaires. Si la liberté de la presse existait encore, les collaborateurs de journaux d'opposition étaient assassinés ou bâtonnés dans les rues, et les imprimeries étaient saccagées, sans que ces crimes n'entraînent les moindres poursuites. Et, peu à peu, Mussolini serra l'étoupe de sa dictature. Tout ce qui pouvait témoigner d'une certaine indépendance fut réprimé. Les administrations gouvernementales furent épurées ; seuls les fascistes éprouvés furent jugés dignes des administrations publiques. Une censure très sévère fut établie ; toutes les organisations anti-fascistes réduites à l'illégalité ; les municipalités dissoutes et remplacées par des fonctionnaires nommés par l'Etat ; les syndicats non fascistes dissous et, pour couronner le tout, en novembre 1926 : les lois spéciales et le tribunal spécial.

Pratiquement, Mussolini est armé pour réduire impunément tous ceux qui peuvent gêner son règne. L'Italie n'est plus qu'une grande prison aux règlements draconiens.

Quelle est la situation de la classe ouvrière ?

Le régime fasciste, instauré pour sauver la bourgeoisie, est avant tout un régime de classe. Arme puissante aux mains du capitalisme : les travailleurs doivent en subir les épouvantables lois.

D'après une statistique officielle du Bureau International du Travail, les salaires réels s'établissent comme suit, en prenant l'indice 100 comme base du salaire d'un ouvrier de Londres :

Etats-Unis (Philadelphie)	179
Canada (Ottawa)	157
Hollande (Amsterdam)	82
Suède (Stockholm)	83
Allemagne (Berlin)	66
Belgique (Bruxelles)	55
Tchécoslovaquie (Prague)	48
Italie (Rome)	39

C'est dire que la situation du travailleur italien est encore plus misérable que celle de son collègue belge, qui n'est cependant pas brillante. Sans doute, la situation de l'ouvrier italien n'a-t-elle jamais été égale à celle de l'ouvrier anglais. Mais les statistiques prouvent que depuis l'avènement au pouvoir de Mussolini cette situation s'est encore considérablement aggravée. Si la consommation, tant en denrées qu'en vêtements, a diminué, par contre, le rendement du travail a sensiblement augmenté. Les travailleurs, enrôlés de force dans les syndicats fascistes, n'ont plus aucune possibilité de formuler des revendications. Ils travaillent dans des conditions d'assujettissement complet. La pénurie d'outillage moderne est corrigée par un système de mouchardage et d'épuisement qui rend l'existence épouvantable. Et si, à bout d'endurance, l'ouvrier esquisse un geste de lassitude ou de révolte, la loi est là, impitoyable, qui frappe, car le droit de grève n'existe pas. La participation à une grève est punie de peines de prison allant jusqu'à 2 ans. En novembre 1928, 150 ouvriers du sous-sol de Capolivari ont été traduits devant la justice pour avoir interrompu leur travail durant quelques heures.

Il est intéressant de mentionner, qu'en vertu de la loi syndicale fasciste, tout ouvrier — même s'il n'adhère pas au syndicat fasciste — est obligé de verser une cotisation régulière aux corporations ; elle correspond à une journée de travail par an et est retenue hebdomadairement sur le salaire. Le patron verse cette cotisation à l'Etat, qui la retourne aux organisations fascistes. Il est bien évident, que le patronat profite de cette situation pour imposer des aggravations constantes aux condi-

tions de travail. Les salaires, notamment, ont subi, ces derniers mois, une diminution allant jusqu'à 20 %.

La situation politique est plus épouvantable encore. Les lois spéciales fascistes instaurent un système légal de terreur, qui n'a été égalé sous aucune tyrannie. Vingt et un paragraphes prévoient la peine de mort (réinstaurée par Mussolini) pour délits politiques, dont il en est d'assez vagues, comme celui-ci : « L'instigation au soulèvement et au pillage ». L'art. 3 prévoit une peine de 5 à 15 ans de bagnes pour toute personne qui trempe dans un complot ayant pour but un des crimes tombant sous l'application de la peine capitale. Les chefs et les organisateurs d'un tel acte, sont punis de 15 à 30 ans de bagnes. Des centaines de militants ouvriers ont déjà été condamnés pour propagande révolutionnaire en vertu de cette disposition de la loi. L'art. 4 prévoit une peine de 3 à 10 ans de bagnes pour toute tentative de rétablir les partis, syndicats et autres organisations dissoutes. Le fait d'appartenir à une organisation illégale et la propagation de ses principes est puni de 2 à 5 ans de bagnes. Et les articles ainsi se suivent les uns plus indignes que les autres. L'appel à un « crime » dirigé contre la « sûreté de l'Etat » est puni de 3 à 12 ans de bagnes ; s'il est fait par la voie de la presse, la peine est doublée. Toute personne qui organise des associations ayant pour but d'ériger par la violence la dictature d'une classe est punie de 12 ans et plus encore. Toute personne qui commet un acte ayant pour but de changer l'ordre étatique par des « moyens non prévus par la Constitution », est punie de travaux forcés à perpétuité, etc., etc.

Et ces belles lois spéciales, rien que devant les tribunaux spéciaux, ont entraîné, en 1927, 1.243 années de bagnes pour 207 militants ouvriers et 3.522, pour 732 ouvriers, en 1928 !

Voilà, en 1929, la situation faite à un prolétariat qui sut, en plusieurs circonstances, faire preuve de volonté révolutionnaire, mais qui, mal préparé, et surtout trop confiant dans les garanties légales et dans la souveraineté du Parlement, ne comprit pas le sens du mouvement réactionnaire qu'il eut facilement écrasé à sa naissance, mais qui le terrassa — espérons que ce ne soit par irrémédiablement.

Que cette leçon nous soit salutaire. Sachons, au sein de nos organisations syndicales, réaliser le front unique révolutionnaire contre les organisations fascistes naissantes. La division des forces ouvrières conduira ici, comme en Italie, au triomphe de l'ennemi commun. Au-dessus des querelles électorales et philosophiques sachons, devant une menace aussi

redoutable que le fascisme, réaliser la grande coalition de classe. Et, puisque la bourgeoisie, pour assurer sa domination économique, n'hésitera pas plus demain qu'hier, à recourir à l'illégalité et à la violence, apprêtons-nous à utiliser les mêmes armes pour instaurer le règne du travail, qui sera aussi celui de la fraternité et de la justice.

VAINCRE !

Quand vous aurez trouvé la vérité, ne craignez pas de creuser, vous n'arriverez qu'à des conséquences justes et fécondes.

Montesquieu.

L'injustice sociale est une plaie dont a toujours souffert l'humanité. D'aussi loin, dans le temps et dans l'espace, que nous parviennent les témoignages des humains, toujours, partout, des privilèges concédés à la force, à la ruse, à la superstition, permirent à des catégories d'hommes d'exploiter leurs prochains. La Bible des Hébreux, les Védas des Hindous, les Saqas des Scaldes, les manuscrits mayas des Centre-Américains attestent que des rois sur des peuples, des castes sur des parias, des chefs sur des tribus, des capitaines sur des troupes, au plus lointain de l'histoire, exploitèrent — souvent avec cruauté — les hommes ployés sous leur joug.

Que les hommes aient essayé de se libérer de leurs chaînes ? Sans doute. Mais, le plus souvent, en asservissant à leur tour les vaincus !

Les siècles n'y ont pas changé grand chose. « Echapper soi-même à l'asservissement en imposant le joug à autrui », formule simple et stérile, enfermant l'humanité dans un cercle de misère dont elle ne pouvait s'échapper.

Il fallut les altruistes des XVIII^{me} et XIX^{me} siècles pour percer à coups d'idéal la chape étouffante de l'inégalité. L'homme fut dépouillé du mensonge insolent de sa prédestination. Le divin fut confondu d'imposture, et toute l'autorité qu'il pouvait conférer s'évanouit aussitôt. L'homme devint l'égal de l'homme.

Ce ne fut pas suffisant.

Quand la démocratie eut brûlé les titres de noblesse, dispersé les pouvoirs religieux, rasé les Bastilles et proclamé l'égalité civique des citoyens, une époque sombra à tout jamais

dans le passé, dans le vécu. Mais... comme le Sphinx renaissant de ses cendres, la domination ressurgit aussitôt, multipliée et vigoureuse d'une sève toute fraîche.

Si, désormais, l'hérédité fut insuffisante pour imposer le maître, — les maîtres, car ils devinrent innombrables — une illusion nouvelle en assura le choix : l'investiture publique. Révolution théorique, déplaçant le mal, ne le supprimant pas. La bourgeoisie, accédant au pouvoir par le moyen des piques populaires, décréta « sa » propriété légitime et inviolable. Et le peuple s'enchaîna volontairement par le serment civique à la Constitution, sa nouvelle charte d'esclavage.

Abolis le servage, la main-morte, la dime et autres contraintes. Même au fronton des prisons, s'énonçait en lettres d'or la perfide illusion : « Liberté, Egalité, Fraternité ». Le pain coûtait aussi cher, pareillement toutes choses que ne possède point le populaire. Le salariat marqua la mesure précise de la conquête du peuple, désormais souverain. Et celui-ci, après avoir connu le privilège de se choisir son bourreau, put se choisir son affameur. Liberté précieuse que celle de désigner la caduille avec laquelle sera labourée votre échine, ainsi que le maître qui vous exploitera lorsque la faim vous tenaille le ventre.

Liberté ? Inexistante ! Grossière duperie, puisque la contrainte économique vous presse de toute part vers l'ornière de la servitude. Quelle liberté peut-il y avoir lorsque l'on est tributaire, pour les moindres nécessités de la vie, de possédants qui ne les échangent avec usure que contre votre esclavage ?

Egalité ? Mensonge ! Dès la naissance, que dis-je, dès et avant la conception, les stigmates de la misère marquent pour la souffrance et la médiocrité, l'enfant du pauvre. Tandis que s'amassent les soins, les biens et les dignités dans le berceau du rejeton du riche. Egalité ? Quand on doit tout vendre, tout donner, tout asservir, sa pudeur, sa force, son talent, sa fierté, et qu'on doit abandonner tout cela au riche qui en use et en abuse. Dites ? Quelle égalité ?

Fraternité ? Décevante illusion ! Alors que l'impitoyable concurrence jette les hommes contre les hommes, dents longues, griffes tendues, pour ne pas sombrer. Alors que tous les instincts sont tendus pour l'assouvissement des seuls besoins vitaux ; alors que des conflits d'intérêt déchirent les familles ; que des hommes gavés, crevant de superflu, entendent sans s'émouvoir les cris de la famine ; alors que des vieillards, des infirmes, des impotents, meurent chaque jour faute d'une écuelle de nourriture...

Et cependant ces mots gardèrent longtemps leur vertu magique. La réalité, l'expérience misérable de chaque jour, furent impuissantes à dénoncer le mensonge. Des lois nouvelles, portant en leur pathos cauteleux de riches promesses, enthousiasmèrent les foules besoigneuses. De mirage en mirage, le gobe-lune se laissa égarer, tout en travaillant dur, tout en mangeant peu, tout en se soumettant aux exigences de ses maîtres, inlassablement, en son infinie jobardise. Avec tous ses semblables, il releva les Bastilles abolies. Il réinstaura — miracle du suffrage universel — les gabelles et les dîmes ; il multiplia les parasites officiels qui lui dévorent le sang, et quand il eut donné tous les biens matériels que ses mains peuvent produire, il donna encore sa vie et celle de ses enfants, pour ajouter, par de lointaines guerres coloniales, quelque chose au luxe éclaboussant de ses maîtres.

« Egalité, Liberté, Fraternité ». Démocratie, Volonté populaire, Patrie, Intérêt National !!! Narcotiques subtils, noyant la raison et la volonté !

Et pourtant le réveil s'annonce. Le doute est né. Le traud de la critique mine l'édifice du mensonge. Des hommes ont compris qu'il n'est rien qui puisse apparenter l'esclave au maître, non rien, pas même le verbalisme libéral des républicains. Qu'il n'est rien qui puisse légitimer la possession, par quelques hommes, des outils, des champs, de tout ce qui est indispensable à l'humanité, comme ce tout fut tiré de la terre par cette même humanité ; qu'il n'est rien qui puisse justifier le pouvoir d'un homme sur un autre homme. Ils ont compris aussi qu'il n'y a pas de compromis possible, pas d'arrangement, pas de législation de l'arbitraire, pas de réglementation de l'abus. Ils ont compris que tant qu'il y aurait des maîtres et des « sujets », des parasites et des travailleurs, ce serait la duperie et le mensonge. C'est la grande vérité de l'incompatibilité des classes, des hiérarchies sociales, dont ils tirent des déductions inéluctables.

L'égalité, la liberté, la fraternité ne pourront régner que lorsqu'auront disparu les privilèges sociaux et économiques ; lorsque chacun, assurant à la communauté un labeur raisonnable, sera assuré par celle-ci de la satisfaction de tous ses besoins.

Et, peu à peu, cette vérité force sa voie dans les consciences. Les possédants s'apprennent un peu mieux chaque jour contre elle. Le combat est déjà engagé. Combat inégal, douloureux, parce que seule une infime minorité ose l'affronter. Mais les escarmouches se multiplient. L'ennemi doit sans cesse

rectifier ses positions, renforcer ses lois, se réfugier plus avant dans sa férocité. Et ce n'est pas là le moindre des signes de l'échéance prochaine.

Le bluff immense organisé autour des consultations populaires ne peut que souligner l'impuissance d'avancer d'un pas vers l'affranchissement. Le mirage du suffrage universel, pour être le plus tenace, commence à se fondre. Les travailleurs portent leur attention et leurs efforts sur les organismes d'action directe et surtout sur leur syndicat. Et là est le salut.

Lorsque tous les syndicats se seront débarrassés des tutelles politiques et parlementaires, lorsqu'ils auront rompu le charme des collaborations, des institutions d'arbitrage ; lorsqu'ils auront compris qu'au-delà des questions de salaire et de réglementation du travail, doit se poser la question de la suppression du patronat et celle de l'organisation du travail libre dans une société libre, alors ils entreront dans la voie révolutionnaire qui leur permettra de livrer à toutes les forces d'oppression l'ultime combat.

Et de vaincre !

DEVANT LE DANGER

Depuis plusieurs mois nous avons attiré l'attention de nos camarades sur l'imminence d'une crise économique dont les conséquences funestes ajouterait encore aux misérables conditions d'existence de la classe laborieuse. Personne ne semblait se soucier des signes précurseurs qui se montraient à tous les points de l'horizon du monde des affaires. Les formidables krachs financiers eux-mêmes étaient attribués à d'imprudentes et d'impudentes spéculations, sans plus. L'optimisme coulait à pleins bords. Qu'il y eut là feintise ou ignorance, peu nous importe, l'essentiel c'est qu'on ait versé à larges rasades au peuple crédule la tisane émoullente de l'espoir. Ainsi aux condamnés, destinés au supplice, on verse jusqu'au dernier jour l'illusion de la grâce. Sait-on jamais à quelles réactions peut se livrer un peuple menacé ? Et ce fut une belle unanimité dans la presse bien et mal-pensante, pour cacher les nuages noirs qui s'amoncelaient à l'horizon.

Et maintenant encore, on cherche des diversions, des justifications, on se détourne de la réalité pour se gargariser quand même de confiance. Ce ministre ne prétendait-il pas, l'autre jour, à la Chambre de Commerce de Verviers, que le malaise qui alourdissait « momentanément » notre industrie n'était dû qu'à un manque de confiance qui serait tôt dissipé ?

Et, chaque jour, cependant, les stocks s'accroissent, les commandes s'épuisent, les foyers réduisent leurs feux, le rythme se ralentit, les machines stoppent. Pour certaines industries, le chômage a atteint rapidement une étendue catastrophique. On m'assure qu'à la F.N., à Herstal, sur 8.000 ouvriers, 3.000 seulement sont au travail. Dans l'industrie linière, c'est le désastre. M. Franck, gouverneur de la Banque Nationale, avoue dans un rapport « qu'une crise économique internationale nous menace sérieusement ». Et, il est peut-être sage de prêter attention à certaines paroles de ce magnat, d'autant plus que ce sont celles

que répètent en tous pays ceux qui sont chargés de veiller sur la sécurité du capitalisme :

« On ne saurait se faire chez nous illusion sur un point capital ; c'est que nous revenons, sur les marchés d'exportation aux conditions d'avant-guerre : l'avance dont nous avons joui, grâce à la réorganisation de notre industrie et à la réforme monétaire, ne joue plus. Nous sommes devant une concurrence très âpre et une marge restreinte d'avantages naturels au point de vue des prix de revient. Nous sommes de taille à garder notre place comme nous le faisons avant guerre, mais à la condition de pratiquer dans le domaine public comme dans les affaires privées, une politique de sagesse et d'économie ».

Politique de sagesse et d'économie pour conserver sur le marché mondial la place que nous occupions avant guerre, c'est-à-dire au bon temps où les salaires en Belgique permettaient aux travailleurs de se nourrir de pommes de terre, de tartines et de chicorée au café !

Nous avons déjà analysé les causes des crises industrielles, de celle-ci comme des autres. Elles résident dans la structure même de l'économie capitaliste, nous n'y reviendrons pas. Pour utile, d'ailleurs, que soit la connaissance de ce phénomène, il est d'autres préoccupations qui nous travaillent.

Quelle est la position de la classe ouvrière ?

Que préconisent ceux qui se sont chargés de la lourde responsabilité de veiller sur les conditions matérielles des travailleurs ?

Y a-t-il un programme syndical de défense ?

Nous l'avons vu, on a eu grand soin, même dans les hautes sphères du syndicalisme officiel, de ne pas troubler la confiance ouvrière durant la période de « haute conjoncture ». Tout au plus, avons-nous assisté à quelques boniments en faveur de l'augmentation de la cotisation syndicale et de l'abonnement obligatoire à la presse électorale. On a différé l'ère des réalisations pour la période critique, où la capacité de lutte des travailleurs serait réduite au minimum. Lorsque le capitalisme, débordé de commandes, était obligé de recruter au loin une main-d'œuvre qu'il ne trouvait plus chez lui, on s'est complu dans cette prospérité passagère sans en profiter. Les vacances ouvrières, les assurances sociales, les péréquations de traitements et salaires, on en discutera avec les patrons lorsque leur clientèle sera satisfaite et qu'il y aura surabondance de main-d'œuvre disponible. Et ce sera la meilleure raison... pour ne pas recourir à l'action. Ce serait stupide, n'est-

ce pas, d'entreprendre la lutte lorsque des dizaines de milliers de chômeurs ne demandent qu'à travailler à n'importe quelles conditions ? Et, il ne restera qu'une issue, précaire, hélas, celle d'appuyer par des pèlerinages rouges ou roses, les interventions des parlementaires en faveur de ces « conquêtes ouvrières ». C'est la politique de la castration qui se poursuit depuis des années. On cherche à faire la démonstration que seule l'action parlementaire, « appuyée » par les organisations syndicales, peut réaliser des avantages pour les travailleurs. Le bénéfice électoral de pareille manœuvre est considérable et, comme tous les augures de la Commission Syndicale ont beaucoup plus à attendre de la foire aux mandats que de la lutte syndicale, il n'y a pas de doute sur leur choix.

Mais n'y a-t-il donc plus de syndicalistes révolutionnaires en ce pays ? N'y a-t-il donc plus de militants qui ne se soient laissé corrompre par le poison des partis politiques ? N'y a-t-il donc plus de travailleurs qui aient suffisamment confiance dans les destinées de leur classe pour se jeter en travers de cette manœuvre néfaste et en dénoncer la publicité ?

Allons-nous assister impassibles à cette faillite du syndicalisme ? Allons-nous laisser tasser la classe ouvrière au fond d'une impasse, pendant que la bourgeoisie se réorganise pour les futures offensives.

Nous disons, non !

Il est temps de se réveiller et de réveiller, quand ce ne serait qu'une minorité au sein du mouvement syndical. Il existe des travailleurs qui ont conscience de l'actuelle dégénérescence du syndicalisme en Belgique, qui ne demandent qu'à réagir, mais qui ne veulent plus voir exploiter par une autre coterie politique le plus clair de leurs efforts. Il faut ranimer le zèle de ces camarades.

Il faut les rallier autour d'un programme d'activité net et loyal, écartant tout velléité de division, de concurrence, de préoccupation politique. Dans le cadre même de leurs organisations existent suffisamment de possibilité de lumière, de vérité, pour qu'ils puissent faire échec à la parlementarisation des syndicats. Il est grand temps qu'on endigue la vague d'arrivisme qui menace de balayer notre mouvement ouvrier. Les dirigeants syndicaux sont trop gras, trop bien payés, encroûtés dans un fonctionnarisme prétentieux, il faut leur faire sentir dans les côtes les coudes pointus des prolétaires. Il faut leur donner à choisir : la politique ou le syndicat, et ne pas leur permettre de se servir de tremplin de l'un pour atteindre l'autre. Le mot d'ordre doit être ; retour à la lutte de classes.

Contre la crise économique, la bataille économique, et non les finasseries parlementaires.

Assez de pantalonnades, de l'action !

Que ceux qui veulent sortir le syndicalisme de l'ornière unissent leurs efforts !

RESPONSABILITE

C'est un lieu commun de répéter que, depuis la conclusion du Traité de Versailles, la paix n'a jamais été plus précaire. C'est que, non seulement ce traité de paix n'était pas autre chose que la consécration solennelle d'une politique de force imposée par un vainqueur à un vaincu. Et l'on sait, de temps immémoriaux ce que signifie la paix imposée de la sorte. Ce traité de paix ne réglait pas seulement la balkanisation de l'Europe, bouleversant les économies nationales et souvent naturelles, violentant la géographie, amputant des nations, morcelant des nationalités, provoquant des unions de races contre nature, étranglant des contrées, ruinant des populations, attisant partout la haine, la convoitise, la misère, le désespoir. Ce traité n'était pas seulement un brandon sur cette tonne de dynamite qu'est la diplomatie européenne, ce traité était pire que cela, parce qu'il prétendait être un acte de justice, un jugement contre un peuple devant la conscience universelle, le pénalisant, non pas en vertu des lois de la guerre, qui sont celles du plus fort, mais en vertu d'une soi-disant culpabilité. Et, ici, éclate la fourberie diabolique de ses auteurs, c'est qu'ils parvinrent à faire avouer et à faire contresigner cet acte de violence par ceux qui devaient en subir les conséquences désastreuses.

Sans doute, au lendemain de cette guerre, qui avait profondément bouleversé tous les pays, on ne se rendait pas exactement compte des conséquences inéluctables du traité. Le besoin d'échapper à l'affreux cauchemar d'un massacre durant depuis plus de quatre ans, éclipsa tout examen sérieux de la part du grand public, qui applaudit à ce traité, comme à une libération. Les vaincus eux-mêmes, révoltés contre leur noblesse et leur caste dirigeante, considéraient surtout ces stipulations draconiennes comme une condamnation qui ne devait atteindre que les vieilles monarchies.

D'ailleurs, il n'y avait pas d'autre issue pour eux vers la paix qu'ils voulaient à tout prix.

Et puis, ce fut la reconstruction lente. Et tout l'odieux des traités de paix éclatait. Partout des problèmes de tous ordres surgirent aigus, urgents, impératifs, soulignés de sang et de meurtres. Cependant que la publication des documents diplomatiques revisait le procès des responsabilités. Au-delà de l'attentat de Serajevo, on commençait à percevoir les causes réelles de la guerre, les causes économiques. On commençait à comprendre que le bellicisme des junkers allemands n'était pas seul à l'origine de la boucherie mondiale et que le besoin, pour les impérialismes français et anglais, d'arrêter l'effort prodigieux de l'industrie allemande pesait bien plus lourdement dans la balance de l'histoire.

On finit par connaître, par des réquisitoires publics, précis, documentés, la lourde responsabilité des Karageorgevitch, manœuvrés par les diplomates russes et anglais; on finit par savoir que les terroristes de Serajevo avaient été initiés au maniement des armes par le sinistre colonel Api, pour le compte des chancelleries alliées; on finit par savoir que la Serbie avait sciemment provoqué la rupture des relations diplomatiques avec l'Autriche, à l'instigation des mêmes diplomates; on finit par connaître les intrigues de Saint-Petersbourg, de Londres, de Paris; les raisons secrètes du voyage de Poincaré à Cronstadt; on finit par connaître la vérité sur la soi-disant guerre « défensive », répondant à l'agression allemande; les dates et les heures précises des décrets de mobilisation, constituant, à cet égard, des documents irréfutables, et ceux-ci démontrent que la barbare Allemagne mobilisa après l'intellectuelle Russie et la pacifique France. Tout cela se sait, malgré les faux innombrables, malgré les tonnes de littérature pseudo-historique, malgré les signatures, malgré les discours dont on empoisonne la conscience populaire.

Et nous ne nous étonnerions pas le moins du monde de voir le vaincu subir la dure loi du vainqueur. N'est-ce point là l'issue de toute compétition de force? Que les états-majors français, anglais, italiens ou autres, écrasent même avec des bottes élégantes et civilisées, le corps sanglant d'un peuple, ce n'est que la réplique de ce qu'auraient fait les états-majors allemands, autrichiens ou autres, s'ils en avaient eu la puissance.

Que les politiciens véreux, aux ordres de la grosse industrie, aient affamé, ligoté, ruiné l'adversaire, ce n'était que l'accomplissement même de l'enjeu de l'aventure.

Que les diplomates alliés aient compliqué, jusqu'au raffi-

nement, les problèmes politiques, économiques, ethnographiques, géographiques, ce n'était là qu'un simple partage de butin, comme il s'en fait entre forbans.

Tout cela c'est, avec les millions de cadavres et la misère infinie, le jeu de la guerre.

Mais où l'odieux rejoint l'insensé, c'est quand des hommes, se réclamant d'un idéal de justice et de fraternité universelle, s'associent à la tourbe impérialiste et consacrent la spoliation. Les partis socialistes des nations alliées, en dépit de la lumière projetée sur les origines de la guerre, s'obstinent, dans un but de misérable souci de popularité et d'opportunisme électoral, à désigner le peuple — le peuple qu'on a trainé sur le champ de bataille — allemand comme le responsable de la guerre et à exiger de lui un sacrifice pécuniaire dont il meurt chaque jour.

Depuis 1870, époque à laquelle l'Internationale Ouvrière, à peine créée, sans liaison avec les masses populaires, ne pouvait vraiment opposer au fléau que des protestations platoniques, les partis socialistes d'Occident n'avaient eu à prendre pratiquement position devant la guerre. Des déclarations sentimentales, des résolutions boursoufflées et équivoques laissent tout espérer aux travailleurs, en même temps qu'ils rassuraient les impérialistes. La guerre de 1914 vérifia malheureusement cette duplicité. Et si l'on vit à la conférence du Cirque Royal de Bruxelles les leaders du mouvement socialiste international discourir solennellement contre la guerre, on les vit, également, dans leurs pays respectifs, pousser les pauvres bougres vers les frontières dès que l'ordre de mobilisation fut lancé ; on les vit, trompant consciemment ou non, mais avec autant de force que les patriotes, l'opinion publique sur les responsabilités véritables, on les vit, organisant matériellement et moralement, la boucherie avec autant d'ardeur et de compétence que la bourgeoisie elle-même ; on les vit même, en Italie, aux Etats-Unis et ailleurs intriguer pour que fussent sacrifiés dans l'horrible boucherie d'autres millions d'innocents, pour la plus grande gloire des états-majors et la plus grande fortune des capitalistes. Et cela pendant quatre ans et trois mois.

Evidemment, enchaînés de la sorte aux destinées des nationalismes bourgeois, les socialistes — ou plutôt, distinguons, les dirigeants socialistes — devaient rejoindre la bourgeoisie pour tirer de la guerre les bénéfices escomptés par les vainqueurs. Et les socialistes alliés furent du Traité de Versailles, comme ils furent de la défense nationale : contre l'ennemi !...

Les vainqueurs ne sont pas responsables de la guerre, jamais ; les responsables, ce sont les vaincus, toujours. A eux

de payer la casse et les mercantis. Et les partis socialistes alliés s'ingénierent, d'accord avec leur bourgeoisie, à prouver que les Allemands étaient responsables, bien mieux, la menace aidant, ils obligèrent leurs propres coreligionnaires allemands à le reconnaître. Et, alors, n'est-ce pas, tout devient facile. Car, si les socialistes allemands sont responsables, eux, socialistes alliés, sont innocents. Et, en vertu des truismes justiciers, le coupable expie. Et l'on vit les socialistes — pardon, les dirigeants socialistes — participer aux conseils économiques et à l'organisation des « réparations ». On les vit, souvent avec une âpreté dégoûtante — voyez Snowden à La Haye — supputer jusqu'à l'ultime limite la solvabilité du vaincu. Et les milliards qui permettent d'entretenir des armées innombrables, de construire des milliers d'avions de guerre ; de développer jusqu'à la folie les armements, d'outiller les laboratoires à gaz ; d'entretenir la terreur et le fascisme ; de gaver le capitalisme américain ; ces milliards sont tirés de la misère sordide de la classe ouvrière allemande.

Aussi, la réaction d'Outre-Rhin, semant dans la souffrance et le désespoir du peuple, peut-elle faire lever des moissons innombrables de haine. Le fascisme n'est pas embarrassé pour trouver des arguments nationalistes propres à s'attacher les masses opprimées. A pas de géant, les hitlériens font à rebours le chemin idéologique parcouru par l'Allemagne sous l'impulsion de la révolution. Quatre millions de chômeurs et tout le restant de la classe ouvrière réduite à des salaires de famine. Partout les frontières douanières refoulant la production étrangère. Voilà, dans sa simple brutalité, la situation d'un peuple qui doit porter le poids de centaines de milliards de « réparation ».

Sans doute, y a-t-il là-bas une bourgeoisie, d'ailleurs étroitement unie à la bourgeoisie française, anglaise ou autre, qui n'a en rien renoncé à son opulence. Mais, c'est bien en vain qu'on pourrait prétendre qu'en frappant l'Allemagne, c'est elle qu'on entend frapper et non la classe ouvrière. Moins que d'autres, les socialistes pourraient se réfugier derrière cette explication, parce qu'ils savent mieux que d'autres que ce sont les détenteurs des moyens de production qui font la loi aux travailleurs et non ceux-ci à ceux-là. Et puis, que ce sont eux — ou plutôt leurs dirigeants — qui ont aidé la bourgeoisie allemande à écraser le mouvement révolutionnaire expropriateur en faveur d'une république capitaliste.

En persistant à faire porter par l'Allemagne la responsabilité exclusive de la guerre, en persistant à lui imposer la

charge impossible des soi-disant « réparations », les socialistes commettent non seulement un faux devant l'histoire au bénéfice de la bourgeoisie, mais ils alimentent en même temps qu'une souffrance infinie de tout un peuple, les campagnes les plus profitables de la réaction fasciste.

Le Traité de Versailles est une monstruosité et ses conventions économiques compensatoires sont de pure hypocrisie. Ceux qui veulent la paix et la justice doivent le combattre de toute leur énergie.

Il n'y a qu'un responsable de la guerre : c'est le capitalisme international.

1931 - 1939

1881 - 1881

NOTRE PROGRAMME

Nous vous présentons votre journal « La Voix Typographique ».

Ce n'est pas le premier que notre Association lance dans la bagarre.

En effet, au cours d'un mouvement de tarif très important, en 1869, parut notre premier journal. Il avait un titre de circonstance : « La Grève des Typographes ». Sa vie fut assez éphémère. Il fit place à un nouvel organe « La Presse Ouvrière ». Celle-ci se proposait de préparer « la solution du plus grand problème du siècle, nous disons de tous les siècles : l'émancipation et l'affranchissement des masses ; l'amélioration matérielle, intellectuelle et morale du sort de la classe ouvrière ». Programme courageux, bien au-dessus des forces de nos pionniers. Née au mois de février 1869, « La Presse Ouvrière » mourut d'un déficit financier avec complication, au mois de novembre de la même année. C'est-à-dire en pleine jeunesse.

En octobre 1872, fut créé « Le Gutenberg » successeur des deux précédents. Ce journal, né en une année de paix, semble avoir écarté de son programme toute velléité subversive. Son but unique : « rénovation de l'art typographique et l'union de tous les hommes attachés à cette belle industrie. »

Quatre années plus tard, ce journal inoffensif abandonnait toute intention revendicative pour devenir un organe purement technique, sous le titre « L'Imprimerie Belge ».

Cependant, les conflits ayant ramimé le zèle combattif parmi nos associés, ceux-ci éprouvèrent le besoin de ressusciter leur presse. Le 1^{er} août 1877, ils publièrent « Le Typographe », dont le programme se résumait ainsi : « Signaler les abus en indiquant les moyens d'y remédier et démasquer les exploités. »

Vient enfin, en 1889, « La Fédération Typographique Belge », dont notre camarade Alfred Durieux fut le premier administrateur, et qui devint l'organe de notre Fédération.

A quarante ans de distance, notre Association reprend sa tradition avec « La Voix Typographique ».

Le besoin d'un journal local, vivant, actuel, débattant largement les questions économiques et sociales qui sollicitent l'attention de la classe ouvrière, se faisait sentir depuis longtemps déjà. Notre vie agitée, instable, contradictoire, nécessite plus qu'autrefois un point de ralliement, un poste-vigie pour reprendre haleine et retrouver sa route, la bonne route, celle que suivent vers leur affranchissement les grandes masses travailleuses.

Il n'était pas possible de continuer ainsi à tâtonner dans l'inconnu, chacun piétinant son ornière, sans trop savoir pourquoi, ni vers où et sans s'inquiéter du devenir de son voisin. Notre belle Association, d'une cohésion organique si massive, devenait la proie des tiraillements les plus contradictoires. Ce n'est pas ainsi que l'on peut affronter les modernes combats.

Notre journal aura donc pour objectif principal de créer l'unité idéologique et morale parmi nos membres. De leur dénoncer tous les pièges, toutes les embûches savamment dressés à la bonne foi ouvrière par un patronat rusé.

Toute l'économie capitaliste est bouleversée en ce moment par ses propres convulsions. C'est bien en vain que les diplomates et les hommes d'affaires tentent de corriger l'incohérence du système de production et de consommation actuel. Ils ne peuvent, pour reculer l'inévitable désastre, que se rabattre sur la condition si misérable déjà du travailleur. C'est la réorganisation « scientifique » du travail, c'est la rationalisation, c'est l'élimination du marché de la main-d'œuvre des hommes de plus de quarante ans, c'est la mécanisation impitoyable du travailleur, c'est le travail à la chaîne, c'est tout le cortège des aggravations des conditions de vie, que tempéreront à peine quelques lois sociales, qui feront les frais des luttes mortelles que se livrent à travers le monde les capitalismes concurrents.

Devant ces menaces, notre « Voix Typographique » montera une garde vigilante, alertant nos camarades aux moindres tentatives de l'adversaire.

Notre journal sera aussi la tribune, où se débattront nos revendications ; sous la lumière vive des discussions, nous ne doutons pas que celles-ci ne prennent le relief nécessaire pour rallier toutes les convictions et faciliter leur réalisation.

Ainsi croyons-nous arriver à impulser puissamment notre organisation syndicale, à débarrasser l'atmosphère de nos ateliers des commérages malsains, des méfiances paralysantes,

des sourdes oppositions et ranimer la bonne confraternité, élément indispensable à toute activité féconde.

Pour ces tâches multiples, nous faisons un large crédit à votre bonne volonté. N'oubliez pas que la cause que nous avons à défendre est la vôtre, la meilleure que vous puissiez avoir, celle de notre grande Association Typographique.

LA REDACTION.

REDUISONS LA JOURNEE DE TRAVAIL

A ceux qui croient que le mouvement ouvrier peut s'éterniser autour d'une formule, il nous suffira de signaler les étapes toujours plus accélérées de la classe ouvrière vers la réduction de la journée de travail.

Depuis un siècle, c'est-à-dire depuis le début de la substitution du machinisme au travail manuel, des vastes mouvements ont été menés par les travailleurs pour écourter les interminables journées de travail. Ce n'était pas seulement dans un sursaut de dignité humaine que la classe ouvrière se révolta contre le sort misérable qui la liait des quatorze et quinze heures par jour à un labeur exténuant et peu rémunérateur. Ce n'était pas seulement le désir de s'instruire, de jouir un peu de l'existence qui inspirait la revendication de la journée de 10 ou de 8 heures de travail. C'était surtout l'instinct de conservation qui créait chez elle l'intuition remarquable du phénomène de la surproduction et de son complément catastrophique : le chômage. Et c'est pour se défendre contre cette déchéance économique que, depuis un siècle, les ouvriers tentent de corriger le déséquilibre créé par la production mécanique.

Le premier geste de défense du travailleur menacé dans ses possibilités d'existence fut la destruction de la machine, de l'usine. C'était, évidemment, une erreur. Bientôt, il comprit que si la machine accélérât la production, il fallait diminuer la durée de son emploi et créer d'autres sources de travail pour assurer l'existence à tous ceux qui, par elle, se voyaient supplantés.

En 1829 et 1830, les paysans anglais soulevaient de graves émeutes, brisant les machines, incendiant les fermes, pour protester contre les conditions inhumaines que leur faisaient subir les gros fermiers. Cette révolte fut réprimée par les troupes. Un seul tribunal eut à juger plus de mille prisonniers. En 1833,

à Londres, l'Union des Travailleurs entraînait plus de 20.000 ouvriers dans une grève pour la réduction des heures de travail. Au début de l'année suivante, les cotonniers suivirent l'exemple et, notamment, ceux du bâtiment, de Londres. Une répression féroce tenta d'étouffer ce mouvement. Des condamnations à de nombreuses années de déportation furent prononcées pour « crime d'avoir abandonné le travail, sans l'avoir achevé ». La classe ouvrière anglaise réagit vigoureusement contre ces jugements iniques. C'est alors que Robert Owen lança son appel pour la journée de huit heures :

« 1°) Parce que c'est la durée de travail la plus longue que l'espèce humaine — en tenant compte de la vigueur moyenne et en accordant aux faibles le droit à l'existence comme aux forts — puisse endurer et rester en bonne santé, intelligente et heureuse.

» 2°) Parce que les découvertes modernes en chimie et en mécanique suppriment la nécessité de demander un plus long effort physique.

» 3°) Parce que huit heures de travail et une bonne organisation du travail peuvent créer une surabondance de richesses pour tous.

» 4°) Parce que personne n'a le droit d'exiger de ses semblables un plus long travail que celui qui est en général nécessaire à la société, simplement dans le but de s'enrichir en faisant des pauvres.

» 5°) Parce que le véritable intérêt de chacun est que tous les êtres humains soient bien portants, intelligents, contents et riches. »

D'autres luttes furent engagées pour le même objectif, notamment aux Etats-Unis.

En 1847, le Parlement anglais sanctionnait, par une loi instituant la journée de 10 heures de travail, la première victoire ouvrière. Peu après, plusieurs Etats américains ramenaient légalement la journée de 14 à 11 heures. Avec ténacité, les travailleurs poursuivirent leur effort et, dès 1869, une notable partie des ouvriers de Chicago ne travaillaient plus que 8 heures par jour. Dans plusieurs Etats, cette journée était légale, quoiqu'elle n'était respectée que là où les organisations ouvrières étaient assez fortes pour l'imposer. De cette lutte gigantesque, la grève de l'usine Mac Cormick, à Chicago, fut l'épisode dominant. C'était au début de l'année 1886. Le patronat, aidé par la police et la magistrature, réagit violemment contre la campagne pour la journée de huit heures. Le patron Mac Cormick fit fusiller les ouvriers grévistes devant

la porte de son usine. Le lendemain, il les fit massacrer à Hay Market où ils tenaient un meeting. Une bombe répondit aux fusillades. Et, comme toujours, ce fut l'occasion pour la bourgeoisie de se débarrasser des militants qui menaçaient ses privilèges. Cinq des meilleurs défenseurs de la classe ouvrière américaine furent condamnés à mort, sans autre motif que leur dévouement à l'émancipation humaine. Ce jugement infâme eut une répercussion mondiale ; il fut le signal d'une campagne méthodique pour la journée de huit heures. Et, ironie suprême, c'est aux Etats-Unis, patrie du terrorisme patronal, à Washington, en 1919, que fut établie la Convention instituant internationalement la journée de huit heures.

Il a fallu cent ans pour instituer cette journée de huit heures. Moins de dix ans de pratique en marquent l'insuffisance. Une nouvelle réduction de la journée de travail s'impose sans retard. Des millions de travailleurs, réduits au chômage, attendent cette mesure pour pouvoir reprendre leur place aux chantiers, aux usines, aux bureaux. C'est que les moyens de production mécanique vont sans cesse en s'élargissant, jetant sur le marché plus de produits que ceux-ci n'en peuvent écouler. Le monde industriel souffre d'une crise latente qui ne peut aller qu'en s'empirant. Nous avons déjà signalé ici l'accroissement prodigieux de la production américaine, le développement menaçant de l'industrie japonaise, hindoue, australienne, canadienne, rétrécissant d'abord le marché international, envahissant bientôt nos propres marchés nationaux.

Sans doute, nos hommes d'Etat s'émeuvent-ils de cette situation peu reluisante et tentent-ils de différer le moment où, selon la prophétie de M. Baldwin, tous les pays d'Europe connaîtront la lamentable situation industrielle de l'Angleterre qui traîne le boulet de plus de deux millions de chômeurs permanents. Les uns voient le salut dans un protectionnisme farouche, haussant la barrière douanière jusqu'à ne la laisser franchir par aucun concurrent ; d'autres, pensent conjurer la menace en laissant jouer librement les compétitions entre les producteurs. Briand rêve d'une vaste confédération économique européenne dressée contre le jeune colosse yankee. Tous espèrent secrètement en une saignée salutaire... et la préparent.

Cependant, la solution n'est pas là. Il faut d'abord savoir que le développement même de l'espèce humaine pousse à l'industrialisation. Si, il y a un siècle, l'Europe pouvait nourrir tant bien que mal ses 187 millions d'habitants, elle ne peut plus assurer cette charge envers les 471 millions qui la peuplent aujourd'hui. Ni la fertilisation artificielle du sol, ni la

récupération de nouvelles terres de culture ne peuvent compenser cet accroissement de la population. C'est aussi la raison pour laquelle les populations se condensent surtout dans les contrées industrielles, si bien que plus de la moitié de la population d'Europe occupe un tiers de sa superficie. Or, ces millions d'hommes doivent travailler pour subsister et ils ne peuvent le faire qu'à la condition que le produit de leur travail puisse se vendre. Tout d'abord, l'Europe a un déficit alimentaire qui s'élevait en 1928 à 127 milliards de francs. En outre, pour travailler, il faut de la matière première : nouveau déficit de 146 milliards en 1928. Il faut récupérer ces 273 milliards de déficit. Et c'est ici que l'accaparement des marchés mondiaux prend une importance capitale, car si l'Europe récupère en exportations invisibles (frêt, tourisme américains et autres opérations financières, etc.) environ 130 milliards, il reste 143 milliards à récupérer par l'exportation. Or, d'année en année, l'Europe voit se dresser devant elle des concurrents redoutables, dont l'outillage moderne et les méthodes scientifiques de travail distancent nos moyens périmés. Et alors il y a le choix : moderniser nos industries, restreindre jusqu'à la limite extrême les prix de revient, c'est-à-dire rationaliser, évincer le plus possible la main-d'œuvre, conséquemment aggraver le chômage ; ou bien, diminuer le déficit en restreignant les importations, créer des barrières douanières, travailler pour le marché intérieur, conséquemment aggraver le chômage.

Il n'y a pas d'issue. Le mal est à la base du système capitaliste, par l'accumulation progressive de la plus-value du travail. Mais nous n'avons pas à supporter les conséquences des contradictions d'un régime que nous répudions, nous avons à nous défendre contre les maux inhérents au régime de l'exploitation de l'homme par l'homme. En attendant d'organiser nous-mêmes la production sur la base des besoins naturels, nous devons empêcher qu'on puisse aggraver encore le régime de misère qui nous est imposé.

Qu'on rationalise pour accroître la capacité de concurrence ou qu'on restreigne la production en protégeant le marché intérieur, les conséquences seront une recrudescence du chômage. Déjà, la journée de huit heures de travail écarte des usines des millions de prolétaires qui sont, avec leurs familles, réduits aux maigres interventions publiques. Cela ne peut pas être. Tous les hommes ont droit à la vie. Et si, pour vivre, il faut pouvoir travailler, tous les hommes ont droit au travail.

La situation actuelle, qui doit inéluctablement s'aggraver, est une menace pour tous. Les professions encombrées déver-

seront aussi inéluctablement leur trop-plein dans d'autres professions. Aucun protectionnisme corporatif ne pourrait résister à cette poussée. Le patronat, ayant à sa disposition une main-d'œuvre surabondante, se montrera de plus en plus exigeant et arrogant. La menace n'épargne personne. Personne ne peut se désintéresser de cet angoissant problème. Une lutte vigoureuse doit être entreprise pour la réduction de la journée de travail, afin de résorber la main-d'œuvre excédentaire.

Dans nos prochaines revendications, plaçons à l'avant-plan la diminution des heures de travail.

LA FAILLITE DE L'ECONOMIE CAPITALISTE

A considérer les remèdes qui sont proposés par les gouvernements, les industriels et même les organisations syndicales réformistes, il semble que l'on cherche bien moins à résoudre la question économique qu'à franchir sans perturbations trop profondes le « malaise » actuel. Et nous pouvons en déduire que l'on envisage la crise comme un accident passager, dû à des circonstances fortuites et temporaires ; de toute façon, l'évolution du capitalisme n'est pas mise en cause. Personne ne songe à réviser le régime qui, depuis un peu plus d'un siècle, fait la grandeur de la bourgeoisie.

Pourtant, pour qui ne s'en laisse pas imposer par les illusionnistes, il est clair que l'on se trouve en présence d'un phénomène « normal », prévu, inéluctable. Et on ne remontera pas plus le cours de l'évolution industrielle, que l'eau d'un fleuve ne remonte vers sa source.

Nous ne pouvons faire ici un cours d'économie capitaliste, mais il est cependant nécessaire, pour comprendre le caractère réel des perturbations qui ébranlent jusqu'en ses fondements l'édifice économique, de mettre en lumière certains aspects de l'évolution industrielle.

Si, pendant longtemps, les producteurs ont eu à leur disposition un vaste marché libre où le jeu de la concurrence n'était faussé, sinon dans de faibles proportions, par aucune politique de force, il n'en est plus de même de nos jours. Et il ne peut plus en être de même, en dépit des illusions libre-échangistes. Très rapidement, et sous la pression des progrès de la technique, de l'emploi de la machine, de la découverte de grandes réserves de matières premières, de la transformation des économies agricoles en économies industrielles, les compétitions se firent de plus en plus âpres sur le marché international et les capitalistes cherchèrent à se garantir de la concurrence. Les formes de ce protectionnisme sont multiples,

la plus simple est le cordon douanier par lequel les capitalistes nationaux espèrent écarter du marché intérieur les producteurs étrangers susceptibles de compromettre leurs prix, donc leurs gains. Ce protectionnisme s'avère rapidement insuffisant, d'abord parce que la production des pays industriels dépasse toujours leur capacité de consommation ; d'autre part, il n'y a pas d'exemple qu'un pays, voire un groupe industriel, ne doive s'adresser à l'extérieur pour trouver des matières premières. Conséquemment, il y a une interdépendance qui limite l'usage des prohibitions douanières. Il y a donc une poussée extérieure pour franchir les barrières : réduire du prix de revient des objets à exporter, le montant des droits de douane.

Ensuite, la situation intérieure est bientôt aussi aiguë que celle du marché extérieur et chacun cherche à se protéger à nouveau sur le marché national. Le moyen le plus efficace et vers lequel se tourne de préférence les capitaux est le contrôle de la production, permettant de régler le rapport entre l'offre et la demande, donc à régler les prix. Et c'est la fin de la liberté des marchés. Les entreprises les plus puissantes absorbent les plus faibles et, finalement, se groupent entre elles sous des formes diverses : trusts, cartels, konzerns, véritables puissances féodales dominant et faussant à leur gré le jeu normal de l'économie.

L'on se rendra compte de la monstrueuse importance que peuvent atteindre ces groupements par l'exemple du konzern monté par Hugo Stinnes en Allemagne il y a quelques années. Celui-ci comprenait : des mines de charbon dans la Rhur, d'une capacité extractive de plus de 15 millions de tonnes de charbon ; des mines de lignites en Rhénanie, dans le Hartz ; des mines de fer en Allemagne, en Autriche et en Styrie ; des forêts en Prusse Orientale, subvenant aux besoins du groupe en poteaux de mines. Les matières premières de ce premier groupe étaient utilisées par l'industrie lourde du konzern, qui comprenait : les hauts fourneaux et les aciéries de Dortmund, de Mülheim, de Bochum, etc., les hauts fourneaux d'Aix-la-Chapelle et ceux de l'Alpin-Montm Gesellschaft en Styrie. L'industrie lourde alimentait les industries de transformation, qui comprenait : fabriques de pièces détachées à Hörst, de chaînes à Grüne, de rivets à Altona, de wagons de chemin de fer à Dortmund, de machines pour les mines à Mülheim ; chantiers de l'Elbe qui construisent des navires ; fabriques d'autos à Loëb ; entreprises de construction de matériel électrique Siemens-Schukert. A leur tour les industries de transformation alimentaient les industries consommatrices qui étaient : des

sociétés de distribution d'énergie électrique fournissant la force et la lumière à des villes importantes et à des provinces entières, des exploitations de chemin de fer, des entreprises de transport par eau et des sociétés de transport maritime. Un demi-million de travailleurs étaient les esclaves des potentats de ce konzern. Mais, comme en fin de compte, la production, sous l'une ou l'autre forme, devait être vendue au client, il fallait disposer de moyens pour forcer cette clientèle, qu'elle soit l'Etat ou le particulier, il fallait pouvoir peser sur l'opinion publique, au besoin la former ou la déformer, il fallait pouvoir menacer et impressionner les puissants, faire et défaire les gouvernements, justifier l'abus, innocenter le coupable, condamner l'innocent, tromper les consciences, orienter la politique internationale, pour cela, le trust avait acheté une soixantaine de journaux, monté une maison d'édition et mis la main sur presque toutes les agences télégraphiques d'Allemagne.

Des groupements semblables sont nombreux par le monde, se livrant entre eux une guerre incessante. Et, telle est leur destinée, c'est qu'ils ne peuvent subsister qu'à la condition d'accroître toujours davantage et pour un prix toujours moindre une quantité de produits qui ne peuvent être consommés.

Ainsi, que ce soit sous la forme individuelle, sous la forme nationale, sous la forme de trusts, d'ententes, de cartels, de monopoles, sur le plan international, la production capitaliste est toujours entraînée à encombrer les marchés de produits qui ne peuvent se consommer. Et plus se modernisent les exploitations, plus s'accroissent les éléments de décomposition économique.

Pour ne considérer que deux pays, où l'évolution industrielle atteint un degré très élevé, nous constatons que les faillites boursières et commerciales se succèdent et qu'une dizaine de millions de travailleurs y sont réduits au chômage, c'est-à-dire à la misère. En dépit de cette situation catastrophique, les industriels, entraînés par le rythme diabolique, l'aggravent toujours davantage en produisant toujours plus, tout en diminuant la main-d'œuvre.

Il résulte d'une enquête faite aux Etats-Unis que les industries dont 40 % des salariés dépendent pour vivre, ont employé 900.000 salariés de moins en 1929 qu'en 1919, malgré l'augmentation considérable du chiffre des affaires ; dans les industries de transformation, les fabriques ont produit 42 % en plus tout en employant 546.000 salariés de moins ; le trafic des chemins de fer a été de 7 % plus élevé, avec un personnel d'exploitation réduit de 243.000 travailleurs ; dans les mines de

charbon, le nombre des mineurs employés a diminué de 100.000, toutefois, le rendement par travailleur a augmenté de 23 %.

Au bout de cette course insensée, c'est la faillite irrémédiable.

En attendant, défendons-nous de toute notre énergie contre les conséquences des crises accumulées par un régime économique incohérent.

DEVANT LE GOUFFRE

Il y a dix ans bientôt, le fascisme italien administrait à la classe ouvrière internationale une cruelle leçon en détruisant par le fer et par le feu, jusqu'aux fondements mêmes de la démocratie dans un pays où les violences politiques étaient de tradition. En proie à une désorganisation économique profonde, l'Italie se débattait entre les courants contraires d'une bourgeoisie insatiable et d'un prolétariat désespéré.

Il est trop facile de désigner comme « pître » et « empereur de parade » celui qui a su profiter de la veulerie des uns et de la verbosité des autres. Qu'on le veuille ou non, Mussolini est l'homme qui s'est organisé et qui a osé. Tandis que les chefs du mouvement ouvrier en appelaient à la justice du roi, à la légalité, au témoignage de l'histoire, il recourut à la seule valeur qui compte dans cette période de déséquilibre, à la force, sans s'embarasser des sentimentales vieilleries qui paralysent le commun.

Il y a bientôt dix ans de cela.

Un autre pays vient de capituler dans les mêmes conditions. Le prolétariat allemand était de loin le plus puissamment organisé. Il a chassé un empereur et plusieurs rois. Il a installé les siens dans les plus hautes fonctions. Il a eu ses chanceliers, ses ministres, ses grands maîtres de police. Il a tenu dans ses mains calleuses les destinées de sa bourgeoisie. Et il n'a pas osé... Esclave de ses préjugés, de sa condition millénaire d'esclave, en dépit des apparences il a tout abdiqué, il a masqué, par sa participation politique et économique, les préparatifs de restauration bourgeoise. Même quand la menace de la réaction le touchait déjà dans ses œuvres vives, il se réfugiait encore dans la légalité bourgeoise pour n'avoir pas à faire face à son véritable destin : révolution. Souvenez-vous, il n'y a pas bien longtemps encore, il votait pour Hindenburg, cet abominable junker, impitoyable soudard qui attendait que Dieu

« envoyât Hitler pour remettre de l'ordre dans la maison allemande ».

Quand le fruit est mûr, il tombe. Il tombe plus facilement encore quand il est pourri. Eh bien, il y avait quelque chose de pourri dans cette formidable organisation ouvrière allemande. Il y avait cet embourgeoisement, cette intégration dans le régime, qui est la négation de toute visée révolutionnaire. Nous avons souvent visité l'Allemagne, de Noske à Hindenburg, et nous avons été frappé par le caractère définitif de toutes les institutions ouvrières, comme si vraiment leur simple développement devait absorber et anéantir les vestiges mêmes de la société capitaliste. Bâtiments colossaux, massifs, abritant tous les rouages d'un nouvel Etat. Administrations hiérarchisées comme des ministères, bourrées, gonflées d'archives. Banques quichetées où se vérifient et se concentrent les avoirs de toute l'Allemagne organisée. Tout cela était garanti, assuré contre l'imprévu par la machine à voter qui, périodiquement, nommait une quantité suffisante de gardiens légaux pour préserver cet Himalaya de la bureaucratie de toute surprise.

*
**

Et vint Hitler.

Quelques expéditions terroristes, quelques coups de revolvers et, d'un large revers de main, tout fut balayé.

Quelle terrible leçon !

Aujourd'hui, on se lamente, on s'indigne, on dénonce le procédé comme contraire aux droits des gens. On invoque la justice et la légalité ! Que d'inutiles lamentations ! Y a-t-il donc quelqu'un qui se fasse encore la moindre illusion sur la moralité politique de la bourgeoisie ? Y a-t-il donc quelqu'un qui espère encore que le vieil état de choses reviendra, avec sa bourgeoisie libérale et philanthropique de la fin du dernier siècle ? Eh ! bien, non, il n'y a plus personne qui y croit. Mais personne n'ose en faire l'aveu. Personne n'ose regarder en face ce que cet aveu comporte de révolutionnaire. Personne n'ose rompre avec des habitudes, des traditions, des comportements. Personne n'ose réviser les tactiques, à défaut des doctrines. Le réformisme, dit-on, a fait ses preuves dans le passé...

Et, un jour viendra, ici comme ailleurs, où, pour sauver l'immédiat, la bourgeoisie recourra à la dictature et à l'écrasement de toute opposition prolétarienne. La terreur reste l'argument suprême du régime. Et nous protesterons, nous en appellerons à la Constitution, aux traditions démocratiques, à la

Société des Nations... avec autant de succès que n'en obtinrent nos camarades italiens et allemands.

Peut-être est-il temps encore de sauver quelque chose et de barrer la route aux dictatures qui sont déjà sur le chemin. Mais il faut se hâter. Il faut avant tout faire cesser cette mystification de la légalité. Il ne sert à rien de dire, comme ce bourgeois raffiné, que la dialectique a poussé dans le rang des prolétaires : « Nous sommes en pleine révolution ! » si c'est pour se comporter ensuite comme le dernier des boutiquiers qui ne cherche qu'à faire fructifier son petit fonds de commerce en attendant des temps meilleurs. Il faut être aveugle et sourd pour ne pas voir et entendre que la bourgeoisie, qui nous dépouille aujourd'hui dans la légalité, n'attend que l'occasion pour nous écorcher tout vifs dans la terreur. Et, au lieu de se laisser prendre au jeu de « l'organisation de la crise », de « l'organisation du chômage », de « l'organisation du travail mercenaire », il faudrait carrément et audacieusement aborder le problème de l'abolition de la crise, de l'abolition du chômage, de l'abolition du salariat. Evidemment, le moyen n'est pas dans la représentation à la Chambre. Et ce n'est pas un discours grandiloquent, ni même incendiaire, qui fera crouler le mur d'argent. Mais nous avons ici un mouvement syndical solidement charpenté. Il y a aussi dans notre prolétariat une conscience aiguisée par la misère et par la lutte. C'est là que se trouvent les éléments du problème. Qu'on se prépare pour des solutions claires, définitives. Si dans la bourgeoisie on éprouve un besoin toujours plus grand, plus impérieux d'en finir avec les sentimentalités démocratiques, on trouve aussi dans la classe ouvrière un besoin irrépressible d'en finir avec la crise, avec la misère, avec l'insécurité, avec la menace. Craignons que demain, si nous nous montrons impuissants à agir, l'un ou l'autre Hitler ne spéculé démagogiquement sur ce besoin pour entraîner à sa suite, comme ce fut le cas en Italie et en Allemagne, une armée de désespérés dans le piège du capitalisme.

Le moment est venu pour le syndicalisme de faire face à son destin.

Car le gouffre est proche.

A LA CROISEE DES CHEMINS

C'est devenu une banalité, sans doute, de dire que l'humanité est arrivée à un tournant tragique de son histoire. Banalité, mais oui ! Depuis des mois, depuis des années, ceux que le destin a placés en vigie aux carrefours houleux de la vie alertent les hommes, leurs partisans, réveillent leur vigilance, parce que là-bas, à l'horizon, s'amoncellent les sombres nuages et que l'orage est imminent. Banalité, mais oui ! Parce qu'il ne se passe guère de semaine, nous pourrions dire de jour, sans que d'autres dangers s'ajoutent aux premiers et rendent de plus en plus précaire la riposte tardive de ceux qui sont menacés. Banalité, mais oui ! Puisqu'aussi bien l'indifférence accueille le plus souvent les plus redoutables effondrements !

Pendant un siècle, la machine économique a fonctionné sans arrêt notable, malaxant dans la misère et la souffrance un prolétariat dont elle tirait une richesse qui semblait devoir s'accroître toujours et combler les seuls tenants du capital. Mais, la misère appelle la révolte, l'abus appelle l'égalité, comme l'oppression appelle l'émancipation. Des hommes d'avant-garde ont forgé un idéal et se sont attaqués au système capitaliste. Lutte sanglante, inégale et incessante qui permit aux travailleurs d'arracher bribe par bribe les éléments d'un mieux-être matériel et moral. Il n'est pas une conquête, si modeste qu'elle soit, qui n'ait été le butin d'un combat sans merci. La lutte des classes s'est exprimée avec une implacable sauvagerie.

Et pourtant... C'était pour le capitalisme la belle époque, celle des grands élans industriels, celle des conquêtes coloniales; c'était la période ascendante au cours de laquelle s'édifièrent les fortunes d'une bourgeoisie stable, sûre d'une ascension sans revers. Elle aurait pu, sans compromettre ses privilèges, abandonner généreusement aux artisans de sa prospérité ce qu'elle devait quand même céder dans le combat. Mais telle est la loi des antagonismes, qui fait de la lutte des classes non une

théorie qu'on peut ou qu'on ne peut pas admettre, mais une sanglante réalité. Et c'est ainsi que l'on voit la bourgeoisie s'opposer avec férocité aux moindres revendications matérielles. Que ce soient les plus faibles garanties civiques, les droits politiques les plus élémentaires, tous ont leurs batailles, leurs emprisonnés, leurs martyrs, leurs blessés et leurs morts. Nous ne réalisons pas toujours le prix des modestes prérogatives dont nous jouissons et nos maîtres feignent de nous en avoir fait cadeau. Nous ne réalisons pas toujours le prix du pain blanc que nous mangeons, de la friandise, du logement clair et sain que nous habitons, du vêtement décent que nous portons, nos maîtres voudraient nous faire croire que c'est là un effet de leur propre libéralité. Il faudrait y penser souvent. Se souvenir. Se rappeler que tout cela fut arraché par la violence, que des centaines, des milliers de nos frères, avant nous, ont sacrifié pour cela leur liberté et leur vie. Lutte des classes inévitable aussi longtemps que dureront les classes.

Mais, voici que cette machine économique, si puissante, a des faiblesses, des ratés, des arrêts; la guerre, qui lui restituait autrefois une vigueur nouvelle, la détraque davantage. Saturés, les marchés refusent d'absorber la marchandise innombrable qu'elle répand à tous les points de l'horizon du monde. Avilies par la concurrence, les industries sont à peine rentables, stoppent, repartent, s'arrêtent encore. L'argent ne trouve plus à se fixer et s'affole en spéculations qui hâtent la débâcle. Il faut, à tout prix, débrayer, repartir, rendre au capital son ancienne vertu : celle de s'accroître, de se multiplier et, pour arriver à cela, il faut gagner des marchés nouveaux ou, tout au moins, ne pas perdre les anciens. Maintenir le gain, l'augmenter si possible, tout en diminuant le prix de revient pour évincer la concurrence. Machinisme = chômage. Baisse des salaires = grèves, révoltes. Lutte des classes, toujours.

Et c'est bien là, où nous en sommes.

Et, c'est bien là aussi, la croisée des chemins...

Si les chemins sont nombreux, en réalité, ils n'aboutissent tous qu'à deux buts différents, diamétralement opposés. Ils portent de nombreux noms, et semblent s'acheminer vers tous les points de l'horizon. Erreur. Au bout de quelque temps, ils rejoignent les deux seuls courants allant vers les deux seuls pôles sociétaires : Oppression — Emancipation.

Déjà, pour n'avoir pas compris à temps qu'entre ces termes, il n'y a pas de compromis possible; qu'il ne peut y avoir que disparition des classes ou domination d'une classe; pour n'avoir

pas compris cela, de grands peuples gémissent sous la plus avilissante des oppressions.

Il est bien rare que la bourgeoisie lutte elle-même, à visage découvert. Elle sait, elle qui n'est qu'une minorité infime de l'humanité, qu'elle n'aurait aucune chance à faire partager par tout un peuple une conception sociale consacrant ses seuls privilèges au détriment de la collectivité. Cette conception, elle ne peut l'imposer que par la force et, pour cela, elle doit conquérir la force en écrasant ses adversaires.

Ses moyens d'action sont innombrables. Elle a une puissance de corruption à peu près sans limite qui lui permet de jouer sur dix tableaux à la fois, qui semblent souvent contradictoires mais qui, en réalité, ne sont qu'un même jeu. Et, en cela, elle met en pratique un axiome qui réussit déjà à César : « Diviser pour régner ». Remarquez qu'un bourgeois est toujours un bourgeois, et cela quelle que soit la couleur politique dont il se prévaut. Aussi, qu'un patron soit catholique, libéral, rexiste, flamingant, socialiste ou tout ce que vous voudrez, économiquement, c'est un patron et il se comporte comme tel avec un même souci de tirer de votre travail le plus de bénéfice possible. Il offre la même résistance à tout ce qui est de nature à accroître votre intérêt au détriment du sien. Et, sans risque de nous tromper, nous pouvons dire que, sur le plan de la lutte des classes, la bourgeoisie reforme toujours son front de combat sans s'inquiéter de ses pseudo-divergences politiques, parce que ces divergences politiques ne sont pas faites pour la diviser, mais pour diviser ses adversaires : les travailleurs.

Et c'est surtout dans les périodes de grandes difficultés économiques que le capitalisme est amené à provoquer la confusion parmi les travailleurs et il le fait toujours là où une carence lui permet de pénétrer profondément d'un seul coup dans la position de l'adversaire.

Sans remonter au libéralisme philanthropique, aux mutualités patronales, ni au « Rerum Novarum », nous pouvons rappeler la naissance et le triomphe du fascisme en Italie. Mussolini n'était pas un bourgeois ; comme la plupart de ses collaborateurs, c'était un militant ouvrier, touché par la corruption pendant la guerre. Le chemin qu'il montrait aux travailleurs n'était pas celui du capitalisme, mais était camouflé en celui d'une république radicale. Celui d'Hitler — pareillement d'extraction ouvrière — et le national-socialisme qui, tout en détruisant les organisations ouvrières de classe existantes, s'apparentait vaguement à certaines aspirations du mouvement ouvrier. La confusion était telle, qu'en certaines occasions, ceux qu'il devait

le plus impitoyablement massacrer par la suite, s'associèrent à ses palinodies anticapitalistes. En Autriche, c'est sur le chemin du corporatisme et de la religion que le capitalisme égare et écrase le prolétariat. Au Portugal, c'est avec les mêmes mensonges que la bourgeoisie consolide ses pouvoirs. Et, en Espagne c'est à l'abri de la civilisation et de l'antibolchevisme que les généraux du financier Juan March massacrent les meilleurs cadres d'une classe ouvrière en voie d'émancipation.

Et c'est partout, sous n'importe quelle étiquette et sur n'importe quel chemin, la marche sanglante vers l'oppression.

La Belgique est un pays comme tous les autres. M. Van Zeeland, consciemment ou non, nous trompe lorsqu'il déclare que la Belgique apparaît en Europe comme une oasis, et qu'elle « peut et doit échapper à la dictature de droite comme à la dictature de gauche, qu'elle peut et doit apporter au problème, une solution propre, une solution essentiellement belge ».

Pour que cela soit, il faudrait que nous soyons immunisés contre les complications économiques qui poussent la bourgeoisie à reprendre aux travailleurs tout ce que ceux-ci lui ont arraché depuis cinquante ans. Sans doute, la déflation, puis la dévaluation, ont singulièrement amélioré la position du capitalisme en Belgique. Sans doute, y a-t-il en Belgique une collaboration très étroite — aussi étroite qu'elle le fut en Italie, en Allemagne et en Autriche — entre les « forces économiques de la nation » et les représentants de la classe ouvrière pour minimiser les réactions de celle-ci. Mais cela est, de loin, insuffisant pour reculer de longtemps, les solutions brutales. La bourgeoisie l'a parfaitement compris en brouillant, avec autant de violence et de démagogie que le fit celle d'Allemagne, les chemins de la classe ouvrière. Et les appels au calme et à la dissolution des ligues, et le désarmement des partis ne sont, en réalité, dirigés que contre les seuls travailleurs. A eux à ne pas se laisser tromper.

Car voici la croisée des chemins...

De Rex au Verdinaso, en passant par les Réalistes et les nationalistes de tous crins, aussi bien que les « neutres », aux partisans de la paix sociale, tous leurs chemins, au bout de très peu de temps, se conjuguent pour précipiter la classe ouvrière dans un nouvel abîme de misère et de souffrance.

En vérité, il n'y a qu'un chemin pour les travailleurs qui soit sans embûches ni surprises, c'est celui du syndicalisme de classe, le seul qui les conduise à l'affranchissement !

« La Voix Typographique », 7^e année, n^o 9, septembre 1936.

LES MENACES SE PRECISENT...

Le mois dernier, nous attirions votre attention sur le fait que les travailleurs devaient, sous peine des pires déceptions, choisir « leur » route, celle qui mène vers « leur » affranchissement. C'est que nous assistons à une telle confusion et à une telle précipitation des événements, que le peuple, pris de vertige, n'est plus capable de discerner entre le vrai et le faux, entre le bon et le mauvais, entre le partisan et l'ennemi. Et c'est cette extrême confusion qui a permis, en Allemagne notamment, à de sinistres aventuriers, d'entraîner à leur suite des foules aveuglées et fanatisées. Nous entendons bien répéter autour de nous que le Belge n'est pas ceci... que la Belgique n'est pas cela... et que le fascisme n'est pas un article d'exportation. Cette candeur est d'autant plus dangereuse qu'elle est professée par des gens foncièrement honnêtes tout en étant exploitée par des coquins qui y voient le moyen d'endormir la vigilance des travailleurs. De part et d'autre, on a inventé des slogans suggestifs qui sont autant d'actes de foi et auxquels on semble attribuer une vertu miraculeuse. Nous avons connu l'Allemagne de Brüning bariolée de symboles semblables, qui encombraient les palissades, les troitours, les kiosques publicitaires, sans oublier les trois flèches antifascistes qui barraient... le revers du veston populaire : « Le fascisme ne passera pas ! ». Le fascisme a passé. Et comment ! De toute cette bimboloterie symbolique, plus rien ne subsistait quelques mois plus tard. Surpris par la sanglante terreur, le mouvement ouvrier de classe était anéanti presque sans résistance. Et qui pourrait dire si, à l'heure présente, la croix gammée n'est pas encore le lien sentimental qui immobilise le plus sûrement la foule inconsciente ?

La confusion reste donc le pire des dangers pour la classe ouvrière. Le fait de ne pas discerner de suite, dès la première manifestation, sur quel mot d'ordre doit se faire le ralliement

des travailleurs est une faiblesse qui peut être fatale. Or, on ne peut plus se le dissimuler, nous sommes arrivés en Belgique à un tel degré de tension politique et sociale qu'une cassure est inévitable. Le fascisme est là ; aucun doute là-dessus. Il est caractérisé par les méthodes de lutte qui sont presque devenues classiques : cynisme, bluff, mensonge, violence, démagogie, infiltration profonde dans les classes moyennes et dans certaines couches ouvrières non politisées. Comme ailleurs, ce fascisme dispose de ressources financières illimitées, indice certain de ses origines et de ses fins capitalistes. La collaboration étroite de ce mouvement avec le gouvernement national-socialiste allemand a été mise en lumière en ce sens que chaque étape politique du rexisme a été précédée de conférences de ses dirigeants à la Wilhelmstrasse, à Berlin. Et il est même possible de préciser que l'auteur de la négociation Rex-Hitler a dû être Pierre Daye, apostat de toutes les politiques, ami personnel de von Ribbentrop et, ne l'oublions pas, familier de la Cour royale. Vraisemblablement, c'est le caractère « kolossal » des méthodes de propagande que Degrelle déploya lorsqu'il était le propagandiste attitré de la « belle âme de l'enfant » qui le désigna à l'attention de M. Goebbels, le ministre à la propagande hitlérienne. Et, comme celui-ci dispose annuellement de quelques 850 millions de marks pour « arroser » la presse étrangère ; que, d'autre part, les Empain, les Solvay, les Fabri, les Delaunoy, pour ne citer que les requins de forte taille, peuvent également distraire quelques dizaines de millions sur les réserves de la dévaluation, il est compréhensible que très rapidement la « belle âme de l'enfant » et la campagne contre « la pourriture politico-financière » aient fait place à « Rex ou Moscou ». La « belle âme » de Degrelle n'a pu ré...xister à l'appel de tant de millions.

Nous avons très souvent, et encore particulièrement le mois dernier, signalé ce que le fascisme a apporté à la classe ouvrière dans tous les pays où il s'est imposé. Au point de vue social et politique, c'est l'extermination de toutes les libertés, de tous les droits, de toutes les voies libératrices. Au point de vue économique, c'est le retour aux salaires de famine d'il y a cinquante ans, l'impossibilité de s'associer pour les améliorer ; en outre, c'est le chômage irrémédiable. C'est également la guerre en perspective et en préparation constante. Il n'y a donc rien, mais rien, qui puisse attirer vers le mouvement fasciste un travailleur tant soit peu au courant des problèmes politiques et syndicaux. Seule la confusion peut permettre cet égarement. Et c'est pourquoi nous ne saurions assez insister pour que nos

camarades, dans ces moments d'effervescence et d'instabilité, conservent leur sang-froid.

*
**

Mais il n'y a pas que la menace rexiste. Parce qu'enfin, avant la naissance du rexisme et du fascisme en général, la classe ouvrière a eu à combattre un ennemi redoutable — nous verrons d'ailleurs que c'est toujours le même — le Capitalisme. Or, il y a en ce moment, une tendance dite démocratique qui cherche à faire dévier la vigilance des travailleurs.

Faisons le point.

Établissons d'abord que le gouvernement en régime capitaliste est un gouvernement bourgeois, quelle que soit sa couleur politique, dont le souci dominant est de défendre les intérêts de la bourgeoisie. Les intérêts de la bourgeoisie ne peuvent évidemment être compromis que par l'action révolutionnaire de la classe ouvrière. Il s'ensuit que l'ennemi de la bourgeoisie — par conséquent de son gouvernement — est cette classe ouvrière. Ceci est une vérité première que les travailleurs ne devraient jamais perdre de vue. Si l'on nous objecte qu'à ce gouvernement participent six ministres socialistes élus par la classe ouvrière, nous répondrons qu'ils n'ont été appelés à y collaborer que pour permettre — sous leur caution politique — de faire accepter par les travailleurs des mesures politiques, sociales et économiques qui, sans cette caution, eussent provoqué des soulèvements. Ce qui réduit le rôle — dans la meilleure des conjonctures — de ces ministres « ouvriers » à celui d'amortisseurs de chocs. De toute façon, le gouvernement est et reste un outil de la bourgeoisie. Mais il fonctionne selon la méthode pseudo-démocratique, c'est-à-dire en laissant au peuple belge l'illusion qu'il contrôle réellement son activité. Les fascistes croient que les temps sont venus pour rompre avec cette méthode de gouvernement et que la situation de plus en plus critique du capitalisme ne permet plus cette complication « démocratique ». Ils sont pour le pouvoir totalitaire.

Nous nous trouvons donc devant deux formules capitalistes de gouvernement. Ils ne coexistent que pendant la période de transition. Et nous pouvons être certains que la bourgeoisie abandonnerait carrément la « démocratie » si elle était assurée que l'instauration du fascisme puisse se faire sans mettre son existence en péril. Tant que la classe ouvrière conserve une force appréciable, elle joue sur deux tableaux. Gouvernement Van Zeeland et équipe rexiste travaillent en réalité pour le

même patron : le Capitalisme. Nous ne rappellerons pas les campagnes démagogiques de Rex contre certaines personnalités politiques, soulignons cependant que ces campagnes ont été précédées de tentatives de racolages. Lorsque ces procédés ont été appliqués à certains membres du gouvernement, ils ont provoqué — sous peine de la dissocier — la constitution d'un bloc antirexiste, sur la base même de la formule politique du gouvernement : « ni gauche, ni droite : centre ». Et nous avons assisté à ceci, c'est que le gouvernement — n'oublions pas qu'il est l'expression des intérêts de la bourgeoisie — a délégué auprès du peuple, pour la défense de cette formule, le ministre socialiste Spaak, qui vient de l'extrême-gauche révolutionnaire. C'est lui qui convie la classe ouvrière à appuyer le « bloc du centre » dans sa lutte contre le rexisme. Or, le centre — toujours et partout — c'est la formule politique la plus spécifiquement capitaliste en ce qu'elle est débarrassée de l'enveloppe religieuse de la droite et de l'enveloppe réformiste de la gauche. Aussi, n'avons-nous pas été étonnés d'apprendre, en même temps, que cette lutte « antifasciste » était conditionnée par un renforcement considérable de l'appareil répressif de l'Etat. Contre la liberté de la presse, contre la liberté de réunion, de manifestation. Pour l'aggravation des charges de l'armée et la prolongation du temps du service militaire — pour l'augmentation des forces de police et de gendarmerie. Tel est le marché. Et nous venons d'apprendre que la Chambre sera saisie incessamment du projet de loi relatif à l'assurance chômage obligatoire, avec contrôle, placement et paiement directs des chômeurs par les pouvoirs publics, on assistera à la destruction complète du syndicalisme de masse qui était la seule arme efficace de la classe ouvrière contre les attaques de la bourgeoisie.

Le capitalisme, grâce à toutes les erreurs du réformisme, a réussi à saisir la classe ouvrière entre les deux mâchoires de ses tenailles : l'une de ces mâchoires s'appelle : fascisme ; l'autre : démocratie. Si les travailleurs ne parviennent pas à s'échapper de cette redoutable étreinte, les deux mâchoires finiront par se rejoindre au travers de la chair sanglante du prolétariat.

*
**

Camarades, depuis des années nous dénonçons ici-même les déviations du mouvement syndical. Vous avez pu contrôler, à la faveur des événements mêmes, que nous n'avons jamais dépassé les réalités, bien loin de là. Nous avons toujours

— méprisant les menaces — jugé l'activité et la doctrine des dirigeants responsables du mouvement syndical sans passion, avec beaucoup d'objectivité, sans la moindre crainte, conscients des responsabilités d'un militant envers la cause ouvrière. Et, aujourd'hui, que les menaces se précisent et qu'à nouveau les dirigeants du mouvement ouvrier, bien loin de dissiper les équivoques et de déterminer une position spécifiquement prolétarienne, s'apprêtent à mobiliser les travailleurs pour le renforcement de la bourgeoisie — « il faut renforcer l'autorité de l'Etat » — sous prétexte d'épauler le bloc antifasciste, nous dénonçons une fois de plus cette erreur à la fois tactique et principielle. Avant d'instaurer le fascisme, le capitalisme doit dépouiller la classe ouvrière de ses armes politiques et économiques. Nous abordons la phase « définitive » de ce dépouillement. C'est la collaboration et la confusion qui le rendront possible. Lorsque cette phase sera résolue, lorsque les travailleurs, désarmés de leurs formations d'auto-défense, de leurs troupes d'avant-garde, de la liberté de critique, de parole, de réunion, de leurs syndicats d'action, n'auront plus la moindre résistance à opposer à la volonté du capitalisme, l'heure sanglante du fascisme sonnera. Et tous les bureaucrates, tous les budgétaires, les parasites innombrables qui se sont très bien organisés dans ce régime de misère et de souffrance, diront sans doute : « Nous n'avons pas voulu cela ! ».

Ainsi ont dit leurs collègues allemands, italiens, etc.

Notre « Voix » n'a peut-être pas la puissance nécessaire pour réveiller les consciences assoupies sous le narcotique des compromissions, mais nous crions quand même, une fois de plus :

« Vous faites fausse route. Il n'y a de libération pour le prolétariat que dans le syndicalisme de classe et de combat ! »

LA REVOLUTION EN ESPAGNE...

(I)

Tout le monde travailleur se tourne en ce moment avec angoisse et espoir vers la révolution espagnole, mais pour comprendre le sens et l'évolution des événements d'Espagne, il faut d'abord connaître quelque peu l'économie espagnole et quelques antécédents politiques.

On a beaucoup chanté le ciel de Valence, les orangers en fleur, la beauté des Carmen et les Jardins de Murcie. Ce sont là idéalizations de poètes et l'Espagne ne manque point d'en inspirer. La vérité, c'est que la péninsule ibérique est une terre ingrate qui ne peut nourrir que des races sobres, robustes et travailleuses. Le drame de la subsistance s'y rencontre à chaque pas : lutte incessante de l'homme contre le sol, contre le climat.

Dix pour-cent du territoire espagnol sont constitués de rocailles nues ; 35 % sont à peine productifs, à cause de l'élévation d'altitude, de la mauvaise composition du sol ou de la sécheresse ; 45 % n'ont qu'un rendement moyen en raison de la mauvaise irrigation, des conditions topographiques, etc. ; 10 % seulement sont de bonne terre.

Pour comprendre le drame agricole, il faut avoir vu au flanc des montagnes — l'altitude moyenne de la terre espagnole est de plus de 600 mètres — s'étagier, soutenues par des murs de pierres, de minces bandes de terres rocailleuses plantées de vignes. Dans chaque cuvette de terre, le paysan a planté un olivier. Ailleurs, ce sont des systèmes d'irrigation et de collection d'eau qui témoignent de l'effort opiniâtre de l'homme contre une nature ingrate. D'autres pays — la Suisse, par exemple, ou l'Autriche — connaissent des dénivellements et des différences climatiques considérables, mais la nature semble y avoir atténué ses rigueurs par des compensations appréciables, quand ce ne serait que les riches pâturages qui permettent l'existence d'un nombreux cheptel et d'une industrie

latière prospère. En Espagne, il n'existe pas de pâturages naturels. Et, dans les contrées, où le sol permettrait une culture normale, la mauvaise répartition dans le temps de l'humidité naturelle contrarie le cultivateur. En effet, il ne pleut guère que de décembre à mars, c'est-à-dire pendant la période de l'année où la pluie est le moins nécessaire à la culture. Le Sud et le Sud-Est, balayés par les vents sahariens, souffrent d'une sécheresse constante. Ailleurs, les eaux glissent rapidement sur les lits rocailloux vers la mer. Toutes ces conditions rendent l'agriculture fort précaire.

Or, sur une population de 24 millions, il y a environ 18 millions d'habitants de condition agraire, contre 6 millions de citadins.

A ces difficultés naturelles, s'ajoutent évidemment les inéquités sociales. C'est ainsi que la propriété agraire se répartit comme suit :

845.000 propriétaires ne parviennent pas à tirer de leur propriété un rendement équivalent à une peseta par jour, et doivent chercher un supplément de ressources par un travail mercenaire ;

160.000 vivent indépendants, mais très péniblement ;

9.700 vivent commodément de leur métairie ;

9.000 sont de grands propriétaires terriens.

Quand on sait que les travailleurs agricoles sont près de 6 millions, un rapide calcul nous apprend qu'environ 5 millions sont démunis de terre et constituent une armée misérable de véritables esclaves.

Le problème de la terre est, par conséquent, d'une très grande importance en Espagne. Et les aspirations sociales des paysans sont aussi pressantes que celles des autres travailleurs.

Si l'on tient compte de la superficie du territoire : 500.000 kilomètres carrés — soit seize fois celle de la Belgique — et de la population : 24 millions, l'industrie apparaît comme très retardataire en Espagne. Il n'y a guère que deux millions de travailleurs industriels, c'est-à-dire à peine autant qu'en compte notre pays, avec ses huit millions d'habitants. Et c'est ici que se vérifie l'incurie des classes dirigeantes qui n'ont pas su utiliser les richesses innombrables que recèle le sous-sol ibérique. Noblesse, clergé et grands propriétaires se sont contentés d'extirper des campagnes et des indigènes de quoi alimenter leur paresse fastueuse. Pendant que le capitalisme développait, dans tout le reste du monde, l'industrie à une cadence rapide, et explorait la terre jusque dans les contrées les plus reculées, l'Espagne parvenait à peine à se dégager de l'artisanat et

ignorait les ressources minières inépuisables de son sol. La guerre de 1914-18, qui donna une impulsion si puissante à la technique industrielle, impressionna à peine la production espagnole. Et, lorsque surgirent les difficultés économiques d'après-guerre, entraînant contingentements et barrières douanières, le capitalisme espagnol tentera en vain de rattraper le retard. Outillage insuffisant, cadres techniques inexistant, sources de matière première négligées, l'économie industrielle, vouée à un rachitisme congénital, devait quand même tenter d'opérer son redressement.

**

Comme partout ailleurs, la bourgeoisie tenta de rattraper sur la misère de la classe ouvrière sa propre incurie et les contradictions mortelles de son régime. Il en résulta des conflits sociaux, d'autant plus violents que les travailleurs trouvèrent dans les organisations syndicales de la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.) une puissance révolutionnaire que la réaction n'a jamais pu abattre. Il n'y a pas, sans doute, d'organisations syndicales au monde qui aient inscrit à leur actif plus de batailles — toujours ensanglantées par la répression capitaliste — que la C.N.T. La diversion républicaine ne parvint pas à détourner les travailleurs de leur esclavage économique, et c'est sans résultat appréciable que le roi Alphonse XIII fut sacrifié. Et la dictature de Primo de Rivera, ni les atrocités de son grand inquisiteur, Anido, ni Beranguier, son successeur, ne parvinrent à assurer cette « paix économique » sans laquelle il n'est pas possible d'entreprendre la réorganisation profonde de l'économie et le réoutillage de l'industrie retardataire. Il fallait abandonner définitivement une formule politique périmée et instaurer un régime de nature à inspirer confiance à la classe ouvrière et l'Espagne franchit, le 14 avril 1931, « l'Etat démocratique » en proclamant la république.

Mais comme les revendications économiques et sociales n'avaient pas été résolues par une simple modification du régime politique, le peuple, et tout spécialement les organisations syndicales, éprouvèrent le besoin d'élargir la portée économique de la révolution.

C'est ici que commença le drame. Le gouvernement républicain comprenait une large participation socialiste, dont Largo Caballero, ministre du Travail. Celui-ci connaissait d'expérience (il avait fait partie du Conseil d'Etat de Primo de Rivera) la force formidable de la Confédération Nationale du Travail et l'efficacité de ses moyens de lutte. Et, sous prétexte de protéger

la jeune république, c'est à son initiative que furent votées les premières lois scélérates contre les organisations syndicales et leurs militants. Il espérait, par là, immobiliser un adversaire redoutable de la consolidation de l'économie capitaliste qui restait celle du nouveau régime.

Tandis que notre presse ouvrière tressait des lauriers à la république espagnole et à ses dirigeants, parce qu'ils apportaient d'indispensables améliorations à la machine administrative verrouillée ou parce qu'ils créaient des écoles — ce que la monarchie et le clergé avaient toujours négligé de faire — la lutte des travailleurs, pour la conquête du pain à laquelle la république n'avait rien apporté, se poursuivait inlassablement. Durant les trente mois de collaboration ouvrière, les grèves ne peuvent se compter, dont certaines d'une très grande ampleur, toutes réprimées avec une violence qu'un Primo de Rivera aurait applaudie. Si bien, qu'en octobre 1933, le bilan du gouvernement républicain s'établissait avec 331 travailleurs tués sous les balles des agents de l'« ordre » et 9.000 militants syndicalistes emprisonnés. Les pires moyens de répression avaient été employés et, notamment, la déportation en Guinée espagnole et dans le Rio del Oro, l'emprisonnement dans les cales des navires de guerre et l'incarcération administrative sans jugement. Enfin, toute une législation « sociale » fut instaurée, comme il n'y en eut point sous la monarchie. Et notamment, la suppression du jury pour les délits sociaux — c'est-à-dire politiques.

Pour appuyer sa lutte contre la C.N.T., dont l'activité révolutionnaire était dangereuse pour sa politique de collaboration bourgeoise, le gouvernement poursuivit une vaste activité scissionnaire sur le plan syndical. Jusqu'alors, l'Union Générale des Travailleurs (tendance socialiste) ne comptait que de faibles effectifs : les travailleurs socialistes adhérant à la grande organisation de lutte : la C.N.T. On attisa les querelles de tendance. Habilement, le gouvernement favorisa l'organisation politique, et lorsque celle-ci eut pris de l'importance, il l'utilisa surtout dans la plupart des conflits en la dressant contre la C.N.T.

Nous verrons, plus loin, qu'à deux reprises cette division fit avorter des mouvements révolutionnaires qui, sans elles, avaient des grandes chances d'aboutir.

On comprend aisément, que la faillite du gouvernement républicain, où se trouvait une majorité socialiste, sur le plan social — on a vu la répression et la législation scélérate — et économique — plus d'un million de chômeurs en novembre 1933 — ait désillusionné complètement les travailleurs. Aussi pour

les élections législatives du 19 novembre et du 3 décembre 1933, la C.N.T. fit-elle campagne d'abstention. Des centaines de milliers de travailleurs suivirent ce mot d'ordre, si bien que le nombre des républicains de gauche, qui était de 130, tomba à 30, tandis que la coalition de droite s'attribua 220 sièges. Le gouvernement réactionnaire, issu de la nouvelle Chambre, passa d'emblée à l'attaque contre les travailleurs en interdisant les journaux révolutionnaires et en décrétant l'état d'alarme dans toute l'Espagne.

La C.N.T. répondit par une démonstration armée. Dans un grand nombre de localités de la région aragonaise, les travailleurs proclamèrent le communisme libertaire et détruisirent les titres de propriété. Partout les insurgés tinrent tête aux forces gouvernementales armées de mitrailleuses, de tanks et d'avions de bombardement. Pour empêcher le massacre des travailleurs aragonais, la grève générale insurrectionnelle fut proclamée dans plusieurs provinces et, en Andalousie, les cheminots participèrent au mouvement.

Près de Barcelone, nous avons visité Hospitalet, où les ouvriers, maîtres de la ville, firent placarder ce qui suit :

« L'heure de la révolution a sonné ; le moment tant attendu » par le peuple pour mettre fin une fois pour toutes aux souffrances et à l'oppression séculaire est arrivé. Nous allons » vers un communisme libertaire. Tous les ouvriers révolutionnaires doivent se joindre à l'insurrection armée, les femmes » dans leurs maisons, les travailleurs dans les usines et les » jeunes gens dans les rues. Tous, comme un seul homme, » doivent répondre à l'appel de la Confédération Nationale du » Travail. »

La lutte dura du 8 au 14 décembre. L'échec fut dû, en ordre principal, au refus de l'U.G.T. de se joindre au mouvement insurrectionnel.

La répression fut évidemment féroce. Les journaux quotidiens « Solidaridad Obrera » et « C.N.T. » furent suspendus indéfiniment. Dans presque toutes les villes, les locaux de la C.N.T. furent fermés et on compta 20.000 emprisonnés. Les prisons ne pouvant les contenir, on les entassa sur des bateaux dans les ports de Barcelone et de la Corogne. On assassina — tout comme en Allemagne — des prisonniers sous prétexte qu'ils avaient voulu fuir.

Tel fut le bilan de ce mouvement révolutionnaire qui ne prit fin que sur invitation de l'organisation syndicale.

C'est à la suite de ces événements que Lerro, avec les fascistes de Velasco et Gil Robles, forma le gouvernement.

C'était le gouvernement de transition, Lerroux ne devant plus servir qu'à liquider la République. Les tribunaux fonctionnèrent sans arrêt, depuis le 14 décembre 1933 au 13 janvier 1934, 1.160 ouvriers furent condamnés à 2.812 années de prison. Une véritable terreur régna sur l'Espagne. Les syndicats furent mis hors la loi ; leurs sièges saccagés et fermés. Malgré cela, les grèves éclatèrent partout, une presse clandestine fut largement diffusée et l'idée du regroupement des forces ouvrières du front commun entre la C.N.T., le parti socialiste et l'U.G.T. s'imposa. Largo Caballero, le ministre socialiste qui fit tant de mal à la classe ouvrière, devenait le représentant de la tendance révolutionnaire de l'U.G.T. et l'ardent avocat du « Front Commun ».

Mais, les divergences étaient encore trop proches, les plaies étaient encore saignantes, la méfiance envers les politiciens était encore trop vive pour que ce regroupement des forces ouvrières soit possible. Enfin, les préoccupations politiques dominaient encore à l'U.G.T. et au parti socialiste, qui voulaient reconquérir le pouvoir. Si bien que, pour se défendre contre les attaques de la réaction qui arrêtait les militants quand elle ne les assassinait pas, qui suspendait la presse, socialistes et républicains de gauche fondèrent l'« Alliance Ouvrière de Défense Républicaine ».

C'est elle qui, sans la participation de la C.N.T. — qui, sous prétexte qu'il s'agissait d'un mouvement politique, commit la même erreur que l'U.G.T. avait commise quelques mois auparavant — décréta la grève générale et l'insurrection pour le 5 octobre 1934.

Il est incontestable que l'attitude de la C.N.T. est ici la cause principale de l'échec du mouvement. Cependant, les principaux centres d'insurrection, notamment les Asturies et la région d'Oviedo, étaient des bastions de la vieille C.N.T. La division des forces ouvrières avait permis une fois de plus à la bourgeoisie d'écraser les travailleurs en lutte pour leur émancipation.

Le souvenir des atrocités commises par le gouvernement du républicain Lerroux est encore vivant en nous. Et alors déjà certaines commissions d'enquête nous avaient renseignés sur la nature des troupes qui furent chargées de « pacifier » certaines provinces espagnoles et, notamment, les Asturies, où Légion Etrangère et troupes marocaines nettoyaient à la mitrailleuse et à la grenade les moindres villages insurgés. Environ 3.000 morts et des dizaines de milliers d'emprisonnés. Le triomphe de Gill Robles et, derrière lui, la moinerie arrogante, tel est le bilan superficiel de cet événement historique.

Mais, les Lerroux et les Robles ont beau déchaîner la terreur à travers l'Espagne, le levain révolutionnaire fermente dans la conscience populaire. La bourgeoisie ne l'ignore pas. Elle sait qu'il n'est de salut possible pour elle qu'à la condition de recourir à l'inquisition politique la plus impitoyable. Elle sait aussi qu'elle ne le pourra qu'après avoir affronté la révolte de l'innombrable armée de la misère. Et, dès lors, elle se prépare. Les preuves de la longue préparation du vaste coup de main abondent. L'exécution en est évidemment confiée aux militaires, et principalement à ceux auxquels la disgrâce républicaine a octroyé de confortables vacances au Maroc ou dans les Canaries. Toute cette engeance travaille presque au grand jour, sous la protection vigilante de Gill Robles, ministre de la Guerre, avec les représentants politiques et techniques de la Gestapo et du fascisme international. Sous prétexte de grandes manœuvres, Robles concentre, par avance, munitions et vivres dans des points stratégiques, aménagés avec la complicité du clergé, de véritables forteresses dans les couvents, les églises, et prépare minutieusement le réseau de feu qui doit permettre, sans coup férir, à la rébellion fasciste de se rendre maîtresse du pays avant même que les travailleurs aient pu se ressaisir.

Peut-être bien les élections de février dernier, ont-elles retardé le déclenchement du putsch militaire. Et il est même étonnant que les résultats écrasants de cette consultation nationale — à laquelle, cette fois non plus, la C.N.T. n'a pas participé, mais contre laquelle elle ne s'est pas dressée — n'ait pas provoqué l'explosion immédiate du complot fasciste. La bourgeoisie a-t-elle été effrayée de la volonté populaire qui venait de s'exprimer avec une telle unanimité ? Quoi qu'il en soit, on sent, de part et d'autre, que la menace couve et qu'à la première occasion elle éclatera avec une violence sauvage.

Dès le début de juillet, il s'opère des retraits de fonds considérables dans les banques ; les riches familles s'en vont villégiaturer en Italie. Des banquiers et des nobles seigneurs louent ou achètent des villas en France, le long des Pyrénées, et y installent des postes de commandement et d'observation.

Le plus extraordinaire — tout au moins pour les non-initiés — c'est que le gouvernement ne semble s'apercevoir de rien. Les attentats fascistes se succèdent un peu partout en Espagne. La sédition s'est déjà installée dans les garnisons. Il n'y a que la population qui s'organise pour la résistance.

C'est le 17 juillet qu'éclate la rébellion militaire au Maroc. Le lendemain, 18, tout le protectorat espagnol passe aux rebelles et Franco commence ses fusillades de militants travail-

leurs. Queipo de Llano — le général radiophonique — s'empare de Séville. Le 19, au lever du jour, les factieux tentent de se rendre maîtres de Barcelone. Entraîné par les organisations syndicales et la Fédération Anarchiste Ibérique (F.A.I.), le peuple monte à l'assaut des casernes, des édifices publics, des églises et des hôtels privés d'où les fascistes mitraillent. Le lendemain 20 juillet, Francisco Ascaso, l'un des plus purs héros du mouvement révolutionnaire espagnol, tombe, sous une rafale de balles, au moment où il s'élance seul, pour donner l'exemple, à l'assaut de la caserne Dessarnes. L'Arsenal est pris ; les casernes sont occupées. La C.N.T. et l'U.G.T., qui ont enfin réalisé leur unité d'action, décrètent la grève générale à travers toute l'Espagne. A Madrid, la rébellion a également été vaincue. Les milices antifascistes sont créées et, dès le 22 juillet, Buenaventura Durruti, gagne le front aragonais à la tête d'une colonne de volontaires.

Dès lors, la guerre s'organise et les milices antifascistes se heurtent bientôt aux troupes marocaines et au Tercio, que les généraux rebelles ont pu transporter en Espagne avec la complaisance de la flotte anglaise et la complicité effective de l'Italie. Et, très rapidement, il apparaît qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de politique intérieure, mais d'un véritable épisode de la guerre mondiale de classe. C'est par milliers que les militants socialistes, communistes, anarchistes passent les Pyrénées pour se joindre aux colonnes révolutionnaires et préserver les réalisations sociales et économiques des travailleurs espagnols. Du côté capitaliste, c'est l'hypocrisie de la non-intervention et du blocus à sens unique, pendant que les pays fascistes arment massivement les rebelles. Chaque jour apporte des preuves nouvelles de la complaisance des ambassades pour les factieux. La bourgeoisie, quelle que soit son étiquette politique, reconnaît toujours les siens. Nous serions d'ailleurs inconséquents en faisant appel à la solidarité bourgeoise envers un gouvernement qui a déjà procédé à la collectivisation de toutes les entreprises de quelque envergure, qui a partagé les terres entre ceux qui la travaillent effectivement et dont le programme économique et social est la condamnation même du régime capitaliste. Et c'est pourquoi, que ce soit au travers des troupes marocaines et des assassins à la solde du Tercio, que ce soit au travers des manœuvres diplomatiques de Genève ou de Londres, les gouvernements démocratiques ou autres ne peuvent viser qu'à l'écrasement de la révolution espagnole. Ce qui modère leur zèle, ce ne sont que des considérations égoïstes de caractère politique, la victoire des fascistes pou-

vant entraîner des complications dans le statut méditerranéen ou africain.

C'est pourquoi, ce sont les travailleurs du monde eux-mêmes qui doivent, par une action vigoureuse d'assistance internationale, assurer la victoire à ceux qui, sur le front de Madrid, d'Aragon, des Asturies et d'ailleurs, endiguent la vague fasciste qui menace de balayer l'Europe et donnent leur vie pour que soit possible l'édification d'un ordre social nouveau, basé sur la justice, le bien-être et la fraternité.

C'est à nous, travailleurs, de contraindre nos gouvernements d'assurer à nos frères d'Espagne les libertés commerciales qui leur permettront d'écraser le fascisme international et de sauver la paix du monde.

Tous à l'aide de la Révolution Espagnole !

LA REVOLUTION EN ESPAGNE

(II)

Il n'est pas contestable que la classe ouvrière suit avec angoisse les phases incertaines de la guerre civile qui tue en Espagne, mais on n'en voit aucune manifestation publique. On a l'impression que, pour les travailleurs, il s'agit d'un drame étranger, extérieur, qui affecte leur sensibilité, mais non leur instinct de conservation. Ils ne se sentent pas personnellement atteints, menacés, intéressés. Et c'est bien là ce qui ajoute à l'horreur de ce monstrueux assassinat. La victime a beau crier au secours, invoquer sa détresse, sa faiblesse, ses appels restent sans écho, il semble que, pour elle, les lois sacrées de la solidarité internationale ne jouent pas. Il nous souvient qu'en 1909, lorsque le sinistre dégénéré Alphonse XIII fit fusiller Francisco Ferrer dans les fossés de Montjuich, des milliers de travailleurs manifestèrent leur colère dans les rues de Bruxelles. A Paris, 100.000 travailleurs occupèrent la ville et il fallut faire appel à l'armée pour les contenir et les échauffourées se multiplièrent pendant plusieurs semaines. Il nous souvient aussi qu'au mois d'août 1927, lorsque la bourgeoisie américaine assassina Sacco et Vanzetti, dans le monde entier déferla une vague d'émeute. Il s'agissait là, de cas isolés, symboliques sans doute, mais limités dans le nombre des victimes et leur portée sociale. En Espagne, depuis six mois, plusieurs centaines de mille travailleurs, jeunes et vieux, femmes et enfants, ont été assassinés dans des conditions qui dépassent tout ce que l'imagination la plus sadique peut concevoir. Et la classe ouvrière conserve un implacable sang-froid. Rien ne bouge. Les représentants des assassins allemands, italiens, portugais qui, à Madrid, se livrent aux boucheries les plus horribles, peuvent rassurer leurs gouvernements : les travailleurs à l'étranger ne songent nullement à troubler leurs monstruosité.

La solidarité fasciste se manifeste d'une façon autrement active. Est-ce que vraiment la présence au gouvernement bour-

geois de Belgique d'une équipe de renfort socialiste aurait paralysé jusqu'à l'impuissance et corrompu jusqu'à la lâcheté notre prolétariat autrefois si généreux? Jusqu'où et jusque quand cette lâcheté? Quand va-t-on enfin comprendre qu'entre le prolétariat d'Espagne et celui de chez nous, il n'y a que quelques centaines de kilomètres de séparation dans l'espace, mais qu'ils sont aussi identiquement semblables l'un à l'autre que deux jumeaux? Qu'eux et nous, c'est une même chair, une même souffrance, un même espoir; que tout ce qui les touche nous touche; que leur défaite sera la nôtre, que leur triomphe sera le nôtre? Quand va-t-on comprendre que l'extermination des travailleurs révolutionnaires d'Espagne n'est que le commencement d'une Sainte-Vehme qui n'épargnera rien ni personne? Le capitalisme qui les assaille, avec les inévitables traîneurs de sabre et toute la racaille réactionnaire, c'est également et identiquement notre capitalisme, ce sont nos soudards, nos fascistes, et ceux-ci n'attendent que le triomphe de ceux-là pour se lancer à semblable curée. Il est temps, il est grand temps que les yeux s'ouvrent, que les consciences se réveillent, que s'ébranle cette puissance invincible qu'est la solidarité internationale, la vraie, l'agissante, celle qui ne s'arrête pas aux mots, aux formules, aux doctrines, mais aux considérations de classe. Nous sommes, avec les massacres d'Espagne, sur la grande voie de la guerre sociale, les fronts se forment, celui du fascisme, qui est celui de la bourgeoisie, ne comporte aucune défection, car même lorsqu'il ne se manifeste que sur le plan diplomatique, son unité et sa cohésion sont parfaites. Allons-nous, parce que les tenants du prolétariat politique ont à ménager leurs sales petites combines, abandonner en face de cette formidable coalition nos seules avant-gardes espagnoles? N'allons-nous pas, à notre tour, dans tous les pays du monde, cimenter notre front de combat? Ne vaut-il pas mieux liquider de suite l'inévitable conflit qui doit inexorablement se présenter un jour à tous les prolétariats du monde? Ne vaut-il pas mieux liquider de suite l'inévitable conflit qui doit inexorablement se présenter un jour à tous les prolétariats du monde? Ne vaut-il pas mieux risquer les souffrances et la mort dans le danger et pour un même idéal d'émancipation, plutôt que de s'exposer isolément au massacre d'un ennemi haineux et implacable qui, lui, sait coordonner ses coups sur un plan international? Ne vaut-il pas mieux risquer les souffrances et la mort pour détruire à tout jamais un régime social basé sur l'imposition, la violence et l'oppression, plutôt que d'avoir à courir les mêmes dangers dans une guerre impérialiste qui doit éclater

inéluçtablement dans un avenir très rapproché et qui ne peut qu'aggraver notre esclavage ? Si chaque travailleur voulait bien y réfléchir pendant quelques instants, il ne fait pas de doute que les événements prendraient bien vite une autre tournure.

Nous ne sommes pas de ceux qui s'indignent de la « félonie » des généraux « rebelles ». Aussi bien que nous prétendons qu'un prolétariat conscient ne peut rien faire sincèrement et consciemment pour préserver et consolider le régime capitaliste, aussi concevons-nous qu'un bourgeois — et les exceptions ne peuvent que confirmer la règle — ne peut défendre « loyalement » un régime qui tend à la destruction de sa classe. Au lendemain de l'avènement de la République, en avril 1931, M. Azana, l'actuel président de la République, alors ministre de la Guerre, fit voter une loi, offrant à tous les chefs de l'armée qui ne voudraient pas servir le nouveau régime, de rentrer dans la vie civile avec les quatre cinquièmes ou la totalité de leur solde. Les « gouvernementaux » s'indignent maintenant, et c'est un peu tard, parce que ceux qui ont accepté cette retraite dorée n'en ont pas moins conspiré contre cette généreuse République, et parce que les généraux qui ont opté pour elle et prêté serment et tout et tout, n'ont pas hésité un seul instant à la trahir. Si parmi ceux qui s'indignent de la sorte il s'en trouve qui, sincèrement républicains, voyaient dans le nouveau régime autre chose qu'un décor politique destiné à tromper les travailleurs, c'est qu'ils sont bien naïfs. D'autant plus que tous ces galonnés avaient un passé ; leurs performances étaient connues — aussi connues que les sentiments d'un Castelnau, en France, envers le Front Populaire. On découvre maintenant que le général Mola aurait dû être fusillé pour « son action sanguinaire à la tête de la Direction de la Sûreté pendant la dictature de Primo de Rivera ». Ce qui n'empêche qu'on lui donna le commandement de la région militaire de Navarre. Les généraux Orgaz et Carosso auraient dû subir le même sort pour leur cruauté envers les républicains. Sanjurjo, l'homme du coup de force de Jaca, de même. On affirme maintenant, et nous le croyons sans peine, que Queipo de Llano qui, cyniquement, par la radio de Séville, annonce aux femmes et aux jeunes filles épouvantées qu'elles doivent se tenir prêtes à bien recevoir ses légionnaires et ses Maures, ce général est considéré comme un soudard grossier et brutal sans aucune valeur militaire. Le palmarès du commandant Doval vaut d'être cité : « L'histoire de la répression des Asturies, commandée par ce sauvage, est effrayante. Parmi ses plus beaux exploits il faut

mentionner celui qui consistait à faire pendre les malheureux qui tombaient entre ses mains, par les deux bras attachés ou par les pieds, et de les faire fouetter jusqu'au sang. A d'autres malheureux, il leur faisait attacher les parties sexuelles dans un appareil de torture jusqu'à ce qu'ils tombaient évanouis.

« Un jour, il fit emmener dans un des locaux de la prison un certain nombre de ces prisonniers, pris au hasard, pour leur montrer dix ou quinze casques de gardes civils, et il leur dit : « Ceux-ci sont les tricornes des gardes civils que vous avez » assassinés. Pour chacun de ceux-ci, je fusillerais dix hommes » des vôtres ou plus ». Ce faisant, il leur ordonna de creuser une fosse et lorsqu'il considéra que le trou était assez grand pour tous, il ajouta : « Il faut faire cela encore plus grand parce » que j'y mettrai autant de membres de votre famille que j'ai » fait chercher ». Et il a accompli sa menace.

« Une autre fois, ayant des soupçons de ce qu'il y aurait des fusils ayant servi aux révolutionnaires et qui auraient été jetés dans le fleuve Nalon, il faisait entrer dans le fleuve des douzaines et des douzaines de jeunes gens des villages, qu'ils aient ou non pris part au mouvement. Et cela pendant des heures entières, malgré le froid très vif, au mois de décembre, en Asturies. Ces malheureux ne pouvaient sortir de l'eau qu'ils n'aient trouvé un fusil.

« Cette abominable besogne était des plus difficiles, si pas impossible. Mais les conséquences de cela furent que presque tous ces hommes moururent d'une broncho-pneumonie.

« A d'autres malheureux il faisait faire, avec des lames de rasoir, des entailles aux bras et aux jambes, et puis faisait mettre sur ces plaies des produits caustiques ou infectueux. »

Nous pourrions citer, si cela ne nous menait trop loin, les prouesses d'autres serviteurs de la République de Lerroux et de Robles.

Quant aux Légionnaires, qui déjà firent merveille dans les Asturies en octobre 1933 et en décembre 1934, la République n'a pas songé davantage à s'en débarrasser. Le gouvernement « démocratique » n'ignorait cependant rien des caractéristiques de ce corps d'élite encadré de Russes blancs, spécialement dévoués à la démocratie. Voici l'opinion du général fasciste Millan Astray, fondateur et chef de la Légion étrangère : « La Légion a été créée avec les résidus de toute la crapule vagabonde. Des bandits de toute espèce. Des truands qui dorment les yeux ouverts. Des voleurs fatigués. Et, parmi eux tous, il y a quelques jeunes victimes du jeu, de l'amour ou du péché. Beaucoup sont arrivés à nos casernes, fuyant leurs demeures pour

ne pas tuer leur propre femme. D'autres étaient des jouvenceaux sans volonté pour trouver leur route. Des coquins et des fables. Des fous, des escrocs, des voleurs et des ivrognes. Soit toute la multitude misérable des pêcheurs en eau trouble, durs de cuir, sans nulle pudeur. Enfin, toute la gamme des désespérés dans leur avant-dernier espoir. »

Chefs et soldats, voilà les bourreaux de nos frères d'Espagne.

Ce qui dépasse l'acceptation logique de l'inexorable guerre des classes, c'est la bestiale cruauté de ceux qui, aux dires de notre presse bourgeoise ou bien-pensante, représentent l'ordre et la civilisation et sont investis de la mission divine de sauver le monde de la barbarie bolchevique... En Espagne, nous avons entendu le récit de témoins oculaires d'atrocités, nous avons vu des documents photographiques montrant des supplices qui éclipsent ceux de l'Inquisition. Nous avons vu arriver à Valence les réfugiés de Madrid, vieilles femmes la plupart, et dans leurs yeux il y avait plus d'effroi que dans ceux des fusillés peints par Goya. Mais ce n'est pas sur le front de combat que se commettent les abominations qui souillent jusqu'au nom même de l'humanité. Sans doute, les fascistes bombardent-ils de préférence les écoles, les hôpitaux, les quartiers populaires, les files de femmes attendant sur la chaussée la ration de lait ou la miche de pain. Sans doute, fusillent-ils systématiquement les prisonniers, souvent même après leur avoir infligé des mutilations atroces, mais il peut s'agir là d'une déformation du sens moral causée par l'excitation de la peur et de la folie guerrière. Mais c'est à l'arrière, dans les localités conquises, à l'abri de tout danger, sans la moindre justification possible. C'est là que se commettent des actes dont on chercherait en vain les équivalents dans les plus sombres barbaries de l'antiquité aussi bien que de nos jours. Le Barreau des avocats de Madrid a publié, sous la signature d'Eduardo Ortega y Gasset, son doyen, un document où sont consignées une série d'atrocités commises par les fascistes à l'intérieur du pays occupé par eux. Il ne s'agit que d'actes au sujet desquels on a pu recueillir des témoignages dignes de foi. Il ne s'agit donc pas d'une énumération complète, mais d'exemples parmi d'autres. Parmi ceux-ci nous nous bornerons nous-mêmes à une sélection. Et si l'humanité n'est pas tombée dans la plus bestiale lâcheté, ces faits seront suffisants pour condamner, sans circonstance atténuante possible, ceux qui se rendent chaque jour coupables d'abominations semblables, ceux qui s'en font les complices en leur apportant leur aide directe, sans

compter les Ponce-Pilate qui, par une feinte neutralité, les laissent accomplir en toute impunité :

« Dans le territoire occupé par les insurgés, ceux-ci ont fusillé tous les ouvriers qui possédaient un carnet syndical. Sur chacun de ces cadavres, amoncelés sur la route ou dans les cimetières, ils avaient attaché la carte syndicale, soit à une jambe, soit à un bras, ceci pour bien montrer le motif pour lequel ces malheureux avaient été exécutés.

» Lorsque les forces fascistes sont entrées à Badajoz, elles enfermèrent 1.500 ouvriers dans les écuries de la Plaza de toros (arènes des courses de taureaux). Des mitrailleuses furent placées sur le pourtour intérieur de la place et, au fur et à mesure que les ouvriers entrèrent dans l'arène, ils étaient impitoyablement mitraillés. Cela fit un terrible tas de cadavres et nombreux furent ceux qui, tombés blessés, furent abandonnés là sans aucun soin, pendant toute leur agonie.

» Dans la seule ville de Séville, en dehors de toute action de guerre, les rebelles ont assassiné plus de 9.000 ouvriers et paysans. Dans les quartiers ouvriers, les soldats de la Légion et les Maures parcoururent les rues, bordées de pauvres maisons de plain-pied, jetant par les fenêtres des grenades et tuant ainsi toutes les femmes et enfants qui s'y trouvaient. Ces hordes maures se sont ensuite livrées au viol et au cambriolage. Le général Queipo de Llano, dans ses discours quotidiens à la radio, incite de façon grossière et basse, selon son habitude, ses légionnaires à violer les femmes et jeunes filles, en s'amusant à raconter avec des sarcasmes impertinents et malpropres, les scènes sauvages de ses troupes.

» Dans beaucoup de villages, les femmes faisaient file devant les boulangeries pour s'y approvisionner de pain, et c'était sur ces masses de femmes sans défense que les aviateurs fascistes jetaient des bombes. Dans certains de ces endroits, des femmes enceintes ont été obligées d'ingurgiter un mélange d'huile de ricin et de pétrole. A Algésiras, une femme, dont le mari s'était réfugié à Gibraltar, fut obligée de boire une très grande quantité de ce mélange et puis, ils la laissèrent partir pour rejoindre son mari. Elle mourut le lendemain.

» Dans le village de Carpio, près de Cordoue, actuellement aux mains des forces de la République, un ex-capitaine fasciste, qui a terrorisé ce village, a fait conduire un jour deux cents ouvriers au cimetière et, après les avoir obligés de creuser une grande fosse, il les fit fusiller.

» Au son des tambours, il fit publier un arrêté pour annoncer aux habitants qu'ils avaient un délai de deux heures pour

aller reconnaître les morts avant de les enterrer, afin que leurs familles puissent les reconnaître et emporter quelques objets leur appartenant. Il se produisit alors des scènes pathétiques de douleur. Mais ce qui fut plus terrible, c'est que, lorsque les familles de ces ouvriers furent réunies, elles furent toutes assassinées.

» A Moron (Séville), selon le témoignage d'Antonio Moreno Benavente du Groupement Socialiste, qui réussit à s'échapper juste au moment de l'entrée des fascistes dans ce village, ceux-ci se sont emparés des fiches des organisations ouvrières et ils fusillèrent tous les membres qui y étaient inscrits. Ils s'acharnèrent à un tel point, qu'ils leur firent creuser leurs propres tombes. Les dirigeants des groupements et de la jeunesse socialiste : Gregorio Lonzo, Manuel Sevillano et Eduardo Cortès, furent attachés ensemble pour être fusillés et leurs familles furent invitées à assister à ce triple assassinat.

» Dans ce même village, à la date du 29 août, sur 375 membres des syndicats, il y en avait 296 fusillés. Le 9 août, ils obligèrent 30 ouvriers de travailler à fortifier le château historique du village, et, après quarante-huit heures de labeur sans repos et sans aucune nourriture, mais stimulés à coups de fouet, ils furent jetés dans le fossé. Trois de ces malheureux devinrent fous avant de terminer cette tragique besogne.

» A El Carpio (Cordoue), ils enfermèrent dans une cave six militants de la F.A.I. et, après les avoir imbibés d'essence, ils y mirent le feu.

» A Castro del Rio (Cordoue), l'on égorga comme de vulgaires moutons les ouvriers les plus connus.

» Le secrétaire de la Agrupacion Socialista de Pedro Abad (Cordoue), Rafael Garcis, a confirmé que les factieux, lorsqu'ils arrivèrent le 22 juillet, arrêtèrent sept ouvriers qu'ils conduisirent dans un auto-camion au faubourg du village et là, après les avoir imbibés d'essence, ils furent brûlés vivants.

» A Naval Moral de la Mata (Câceres), lorsque les Maures y entrèrent, se produisirent les scènes de viol et d'assassinat d'une sauvagerie incroyable. Ici, les éléments d'extrême-droite, ceux qui possédaient les plus beaux immeubles, furent les plus châtiés ; beaucoup de femmes catholiques étaient en train de prier pour l'entrée des factieux ; elles furent aussi violées et tuées.

» A Saragosse, ils ont fusillé quelque deux mille ouvriers. Le docteur Alcrudo, homme généreux, qui avait toujours fait le bien, fut arrêté ainsi que son fils âgé de 17 ans, qu'ils fusillèrent le premier devant son père ; celui-ci fut fusillé ensuite. »

On n'en finirait pas d'énumérer les abominations commises par ces barbares. A Cordoue, ils fusillèrent 3.000 travailleurs. A Huesca, plus de 2.000 hommes de gauche furent assassinés. A Palma de Majorque, 3.000 des nôtres furent fusillés et, sur 200.000 habitants de l'île du même nom, 6.000 furent exécutés et les prisons regorgent de malheureux qui sont massacrés par petites quantités à la fois.

Il y a des exemples de bestialité plus répugnante.

A Cervero del Rio Alhama, près de Lagrono, les fascistes firent subir au docteur Zapatero la torture la plus affreuse en l'autopsiant de son vivant, ils lui ouvrirent le ventre, puis ils le pendirent. Le crime de ce médecin, aimé de toute la population, c'est qu'il était républicain.

Voici, plus abominable encore : à La Linéa, près de Cadix, les fascistes enterrèrent vivants les militants ouvriers. Un fossoyeur qui refusa d'aider à cette sinistre besogne, fut battu, lié par des cordes et jeté vivant dans la fosse avec les autres martyrs.

Et ce sont ces fauves assoiffés de sang, que la presse bourgeoise exalte comme des héros, remparts de la civilisation, de la religion et de l'ordre.

La classe ouvrière va-t-elle, pendant longtemps encore, tolérer la justification publique des assassins de nos frères d'Espagne ? Ne pas réagir, c'est permettre également chez nous la formation d'une semblable psychose criminelle, seule arme du fascisme menaçant.

LA REVOLUTION EN ESPAGNE

(III)

Nous n'avons cessé de dénoncer la macabre hypocrisie du pacte de non-intervention, qui ne devait servir qu'à désarmer légalement tous ceux qui tenteraient de porter aide aux travailleurs espagnols en lutte contre les assassins fascistes, pendant que le capitalisme international, par le canal de l'Italie, de l'Allemagne, du Portugal, livrerait aux factieux, armes et soldats à volonté. Nous n'avons cessé de dénoncer la complicité effective de tous ceux, qu'ils s'appellent Spaak ou Van Zeeland, Blum ou Delbos, Eden ou Baldwin, qui se cachent derrière de soi-disant obligations internationales — dont ils sont eux-mêmes les artisans — pour accabler le gouvernement républicain, en réservant leur respectueuse bienveillance aux assassins de Madrid et de Malaga.

Cet abominable complot capitaliste contre l'humanité entre dans une nouvelle phase. Hypocrisie non moins impudente que la précédente. Pour donner le change, le gouvernement français fait circuler le bruit que, sans l'accord sur le « contrôle » des frontières, il était décidé à envoyer deux divisions en Espagne pour liquider l'affaire... Or, précisément, au moment où du quai d'Orsay ce canard prenait son vol, un croiseur italien, encadré de navires de guerre allemands, bombardait Barcelone, tuant une centaine de femmes et d'enfants et en blessant 150 ; au même moment, les pirates bombardaient Port Bou et même un peu la ville française de Cerbère.

Rien ne pourrait mieux caractériser la criminelle complicité du pacte de soi-disant non-intervention, que le fait qu'à Cadix et à Algésiras, à Ceuta et à Tétouan, les navires allemands et italiens débarquent au grand jour, à côté des vaisseaux français et anglais, du gros matériel de guerre, tanks et avions, et des corps d'armée, équipés et encadrés d'officiers...

L'île Majorque, située en Méditerranée, à quelque deux cents kilomètres de la côte espagnole, était un véritable paradis

terrestre, tout au moins pouvait l'être sans l'injustice des hommes, car le climat y est idéal et les sites dépassent en beauté tout ce que notre imagination peut concevoir. Là, comme ailleurs, le fascisme sévit avec une cruauté inimaginable. En réalité, ce sont les fascistes italiens et la marine de guerre italienne qui y ont écrasé les forces ouvrières. Manuel Perez, un rescapé de l'île tragique, rapporte sur les massacres de Majorque, un témoignage. Le voici dans sa sanglante horreur :

« Au début d'août, le fasciste italien Rossi, homme de main de Mussolini, arriva à Palma. Ce professionnel du crime organisa les tueries.

» Jusqu'au 16 novembre, à Palma seulement, 2.958 travailleurs ont été assassinés par les fascistes sous la direction de Rossi. Si nous parlons du reste de Majorque, le chiffre s'élève à 5.250.

» Ce fut la vengeance froide, cruelle, préméditée. Les fascistes partaient en auto en expédition dans les quartiers ouvriers, arrachaient à leurs foyers les paisibles travailleurs, les conduisaient à la Maison du Peuple, appelée désormais « Maison de Primo de Rivera », on les obligeait à crier : « Ariba Espana ! » ; on leur faisait boire un demi-litre d'huile de ricin ; puis, après des bordées d'injures, l'auto les emmenait à nouveau jusqu'au cimetière où, attachés deux à deux par le dos, ils étaient fusillés. On les dévalisait ensuite et, afin qu'ils ne soient pas reconnus, on leur arrachait les yeux, leur écrasant le visage à coups de crosse. J'ai vu un jour quatorze cadavres ainsi mutilés au cimetière de Palma. Ainsi sont tombés 5.250 camarades.

» Il y a une autre figure dramatique à Palma, l'évêque. Sous sa direction, les phalangistes, avec le poignard à la ceinture, écoutent la messe chaque jour, et assassinent ensuite au nom de Dieu. Parlant à la radio, il a dit textuellement : « Si nous voulons honorer Dieu et défendre la Sainte Religion catholique, apostolique et romaine, il est nécessaire de supprimer tout sentimentalisme et d'exterminer jusqu'au dernier des révolutionnaires, qui ne sont ni chrétiens, ni Espagnols. »

» Après la malheureuse tentative du capitaine Bayo pour reconquérir Majorque, 39 prisonniers, des miliciens, arrivèrent au camp rebelle. Il y avait cinq femmes parmi eux. Ils furent tous fusillés par les fascistes, car le commandant avait dit qu'il ne voulait pas voir de prisonniers.

» A Porto-Cristo, un jeune milicien d'Albacète, de 19 ans, blessé à la jambe, fut fait prisonnier. Amené nu au commandant par un soldat, le commandant, avec un sourire sardonique, dit à un légionnaire : « Je te fais cadeau de ce milicien, il est

» à toi ». Le légionnaire lui tira trois coups de pistolet dans la figure et le poignarda plusieurs fois. Il s'en allait déjà quand, d'un geste se frappant le front, il lui ouvrit brutalement la bouche. Le capitaine, riant, lui demanda pourquoi et celui-ci répondit alors : « Beaucoup de ces maudits rouges ont des » dents en or, et comme le butin est à moi, je veux voir. »

Et Manuel Perez termine son récit par ce détail qui en dit long sur la non-intervention des pays démocratiques :

« Les journaux de Palma ont annoncé que le Consul de France visita la Commandance militaire pour remettre 250 pesetas comme don en faveur du mouvement national fasciste.

» Quand le croiseur Colbert visita Palma, un banquet eut lieu à bord avec les autorités fascistes »...

Les bons gens, pas très courageux, qui n'osent pas affronter leur propre conscience, se réfugient derrière des considérations politiques pour justifier leur lâcheté, répètent : « Ni l'Angleterre, ni la France ne laisseront s'installer le fascisme en Afrique du Nord, ni aux frontières des Pyrénées ! » La belle plaisanterie !

Nous avons déjà démontré que, pour les capitalistes, il n'y a pas de patries, pas de frontières, il n'y a que des profits, qui n'ont ni odeur, ni souvenir, ni remords et qui, surtout, n'ont aucune couleur politique. Il n'y a pas de capitalisme démocratique, libéral, réactionnaire, fasciste, il n'y a que le capitalisme tout court. Et partout où il y a du profit à ramasser, il est là : que ce soit dans la boue, dans le sang, dans la dégradation, il est là, toujours. Avec les armes nécessaires pour s'assurer, ici, l'hypocrisie, la corruption ; là, le meurtre et la destruction.

Eh ! bien, le capitalisme était en Espagne, comme il est ailleurs. Et c'est parce que le « profit » y était menacé par les travailleurs, et que l'hypocrisie et la corruption n'étaient plus suffisantes pour le garantir, que les capitalistes ont fait donner leur garde : l'armée. Cela n'a pas suffi. Alors, ils ont déchaîné sur ce secteur menacé leurs troupes internationales de choc : les milices fascistes d'Allemagne, d'Italie et d'ailleurs.

Et, alors, pour éclairer la politique de chaque nation vis-à-vis de l'Espagne révolutionnaire, il suffit sans doute de rechercher l'importance de leurs profits compromis par les révolutionnaires.

Voici une affaire de chemin de fer : la M.A.Z. (Madrid-Alicante-Saragosse).

L'exploitation de cette affaire n'a pas cessé depuis 1930 de voir tomber son chiffre de recettes brutes, les frais d'exploitation restant rigoureusement les mêmes. Les recettes nettes

sont ainsi passées de 98 millions en 1930 à 44 millions en 1935. Mais cela n'a pas empêché les dividendes et charges financières de se maintenir aux alentours de 86 millions par an, ouvrant sans vergogne le gouffre du déficit.

Côté frais d'exploitation, les salaires du personnel étaient de 7 pesetas en moyenne, véritable salaire de famine. Voici, par contraste, les traitements que s'adjudageaient les dirigeants : directeur du Conseil supérieur : 125.000 pesetas ; sous-directeur : 52.000 pesetas ; chefs d'exploitation et autres chefs de service : 25 à 30.000 pesetas par an. De plus, ils touchaient des frais de déplacement, pourboires, et gratifications spéciales.

Et qui donc se partageait ce gâteau aux frais de la population espagnole ? Au Conseil d'administration nous trouvons, comme par hasard, les principaux hommes de paille des congrégations religieuses et, en particulier, des Jésuites, et également ceux des représentants de la haute finance juive. La sainte alliance, quoi !

Mais c'est la finance internationale qui garde le gros morceau de cette affaire. Les deux cents familles y sont dignement représentées. Nous trouvons, au Conseil d'administration, M. René Meyer, neveu par alliance des Rothschild, et Maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat. M. René Meyer est également administrateur de la compagnie d'assurances le « Phénix Espagnol », de l'« Union Financière et Electrique », de l'« Union d'Electricité », etc. Il est, en outre, vice-président de la Compagnie française des Chemins de Fer du Nord et passe pour un des gros distributeurs de fonds aux Croix du Feu. Voici d'autres requins de la M.A.Z. : M. Achille Vialate, professeur à l'Ecole des sciences politiques et administrateur du « Nickel » (une affaire de feu Zaharoff). M. Maurice de Warn, également administrateur du « Nickel » et du « Nord Lumière ». Son père est un ex-régent de la Banque de France. M. Pierre Getton, ancien auditeur du Conseil d'Etat, ancien chef de cabinet au sous-secrétariat du ministère des Finances sous le cabinet Poincaré-Lasteyrie. Enfin, voici le saint des saints, un Anspach et apparenté, par conséquent, à la grosse finance belge.

Et, pour situer la Compagnie Madrid-Alicante-Saragosse (capital 236 millions de francs), elle a son siège 20, rue Chauchat, à... Paris.

Cette société est actuellement prise en charge par la C.N.T. et l'U.G.T.

Voici une autre petite affaire : « Les Chemins de Fer du Nord de l'Espagne ».

Cette compagnie, au capital social de 245 millions, qui

exploite 3.800 kilomètres de chemins de fer, a été fondée en 1858. Comme il s'agit de chemins de fer espagnols, elle a également son siège à... Paris, 25, rue Général-Foy. Le service financier est assuré par la Banque Stern et Cie. Il s'agit d'une affaire appartenant au groupe Pereire et entretenant d'étroites relations avec les munitionnaires, les compagnies d'assurances, et les administrateurs de chemins de fer français, ainsi qu'avec les houillères françaises et les compagnies du gaz qui en dépendent.

Le vice-président est M. Maurice Pereire, administrateur de la Compagnie des Chemins de fer du Midi. Voici d'autres administrateurs : Robert Ellissen, administrateur de la Compagnie Générale de Gaz pour la France et l'Etranger. Jacques Pereire, administrateur de la Compagnie du Gaz de Madrid. Luis Alvarez de Estrada, président de la Compagnie d'assurances Union et Phénix Espagnol (contrôlée par les Jésuites). Ramon Garanda, administrateur de la Compagnie Franco-Espagnole des Chemins de Fer de Tanger à Fez. Antonio Angulo, administrateur de la Compagnie d'assurances « La Réunion Française » (prête-nom de la Compagnie de Jésus). André Meyer, administrateur de la Réunion Française ; il est considéré comme l'un des hommes de paille du charognard Schneider. Enfin, le président honoraire est M. Edgard Stern, de la Banque Stern et Cie, dont la famille est alliée aux Georges Halphen et, par leur intermédiaire, aux Rothschild, aux Fould, aux Pereire. Ce Stern est un des bailleurs de fonds des groupements fascistes de Henry de Kerillis (Comité Républicain National et « Echo de Paris »).

Et comme l'argent n'a ni odeur, ni couleur politique, ni race, ni religion, il faut mettre à côté de ces représentants de la haute finance « judéo-internationale » les membres de la noblesse royaliste-fasciste et antisémite, parmi lesquels les complices directs de Franco, Mola et Goded. Quelques noms : le marquis de Alonzo Martinez, le marquis de Caviades, leurs grandeurs MM. Juan Sanchez de Léon, Domingo de Eparlza, vicomte de Escorlaza, Juan Antonio Bravo y Diaz de Galmidez, tous administrateurs.

Entre les mains de ces aigrefins, les Chemins de Fer du Nord étaient devenus la parfaite image de l'Espagne bourgeoise : misère des salariés, crise générale, banqueroute à brève échéance, parasitisme éhonté de quelques « monopoleurs » — et la révolution inévitable. Une seule chance de salut : la dictature fasciste qui livrerait, comme sous l'ancienne monarchie, directement les finances de l'Etat au brigandage des

« grandes compagnies » et materait définitivement les revendications ouvrières.

Mais, nous découvrirons d'autres « démocrates » et des « fascistes également, derrière les diplomates qui, à Londres et ailleurs, veillent sur la non-ingérence » et se préparent à veiller sur le « contrôle » des frontières espagnoles uniquement au détriment des travailleurs et au bénéfice des fascistes : soldats du capitalisme international.

Contre ce front de la bourgeoisie, travailleurs, exigez de la Commission Syndicale et de la Fédération Syndicale Internationale, le front d'airain de la classe ouvrière !

CAMARADES ESPAGNOLS, JE VOUS DEMANDE PARDON...

L'autre dimanche, lorsque j'ai appris en même temps la ruée fasciste sur Tarragone et la consécration par le Congrès du Parti Socialiste de Belgique, de l'infâme marché de la reconnaissance de Burgos, le rouge de la honte m'est venu au front. Ni l'une, ni l'autre nouvelle n'était cependant une surprise pour moi. Ne vous avait-on pas, depuis de longs mois, liés pieds et poings sous les coups des troupes de choc du capitalisme international ? Ne vous a-t-on pas vendus et revendus sur tous les marchés politiques et diplomatiques du monde ? Toute la gamme d'intensité des offensives n'est-elle pas orchestrée — jusques et y compris les massacres les plus répugnants — par les gouvernements tant fascistes que démocratiques dans ce concert de chantage qui prélude à des massacres bien plus étendus ? Vous-mêmes, depuis longtemps déjà, connaissiez l'appréhension de cette réalité que votre foi révolutionnaire et votre candide sincérité empêchaient de voir clairement. Mais comment soupçonner un tel cynisme dans la trahison ? Je sais combien vous êtes sensibles à tout ce qui vient de la classe ouvrière vers vous.

Et c'est pour cela que je vous demande pardon.

Que Spaak ait trahi et, avec lui, toute la valetaille ministérielle, cela ne pouvait vous émouvoir, moi pas davantage ; cet homme trahit comme il respire, ou plutôt, ce bourgeois accomplit la mission de sa classe. Mais, qu'au nom de trois cent soixante mille travailleurs, des délégués aient pu publiquement couvrir cette abdication de conscience ; que, notamment, au nom de la Confédération Générale du Travail de Belgique, deux bureaucrates aient pu, à cette occasion, couvrir de fleurs l'apostat, cela a dû vous faire atrocement souffrir. Bien plus, sans doute, qu'un bombardement de Franco. Car, n'est-ce pas, de quelle utilité les hôpitaux d'Ottoniente, le lait pour les petits,

de quelle saveur les cigarettes, si la lâcheté de ceux qui les offrent doit décupler l'audace et la puissance des assassins ?

C'est pour cela que je vous demande pardon.

J'appartiens à cette classe ouvrière, comme j'appartiens à cette C.G.T.B. Et la honte est aussi pour moi.

Le jour où ce congrès, tristement célèbre, vous vendit à vos tyrans, il y avait trente mois exactement que Franco déclencha la rébellion fasciste aux Canaries. Trente mois... C'était le 16 juillet 1936. Le lendemain, tout le protectorat marocain était aux mains des fascistes. Le 18, Queipo de Llano s'empara de Séville, donnant le signal du soulèvement militaire d'un bout à l'autre de l'Espagne. Techniquement, militairement, politiquement, tout était prévu, calculé. La réussite était certaine ; d'autant plus, que les autorités avaient désarmé les travailleurs et négligé les précautions les plus élémentaires. Toujours et partout, la même impuissance des politiciens et de l'Etat devant la bourgeoisie agissante.

Et c'est vous, camarades anonymes et fiers révolutionnaires espagnols, au courage trempé par des luttes séculaires contre la misère et l'oppression ; c'est vous, sans chefs politiques — ils étaient cachés ou ils avaient fui — sans dirigeants responsables, sans décisions de congrès, ni mots d'ordre de partis ; c'est vous qui avez brisé l'élan des fascistes militaires ; c'est vous qui avez désarmé l'armée, pris d'assaut casernes et arsenaux et chassé devant vous, comme une vermine malfaisante, la réaction civile, militaire et religieuse qui vous avait exploités jusqu'au sang.

Vous étiez triomphants — ou vous le croyiez — et c'est ce qui vous a perdus. Vous auriez dû poursuivre, sans faiblesse et sans pitié, partout, jusqu'aux confins de votre douloureux et beau pays, le nettoyage de tout vestige des institutions et des castes qui vous avaient martyrisés tout au long de l'histoire. Alors, que déjà la presse internationale se livrait à un chantage insensé contre la « barbarie rouge », vous péchiez par faux humanitarisme et arrêtiez votre poussée purificatrice. Vous avez fait la première pause. Elle fut mortelle. Grâce à elle, les politiciens sont revenus, les bourgeois « républicains » vous ont offert leurs services et vous les avez acceptés. Dans un sol que n'avait pas encore défoncé le soc révolutionnaire, vous avez cru pouvoir semer le grain nouveau. Vous avez organisé une économie nouvelle : vous avez exproprié, collectivisé, nationalisé. Il y avait en vous une telle impatience de « réaliser ». Mais il y avait en vous également une telle méconnaissance de l'interdépendance économique du capitalisme international.

Maîtres de l'Espagne entière, vous eussiez pu adapter votre économie à vos possibilités, discuter avec une certaine autorité avec les puissances, servir de point d'appui au prolétariat mondial pour ébranler le vieux monde.

La pause a permis d'arrêter la déroute du fascisme, de fixer un front de combat, de stabiliser les positions. D'où une modification profonde, tant technique que psychologique, de la lutte. Ce n'est plus la révolution, la ruée d'un peuple entier vers sa libération, c'est la guerre qui commence. Le révolutionnaire fait place au soldat, le militant fait place à l'officier, l'élan fait place à la stratégie. Les militaires professionnels de l'ancien régime reprennent sous leur seul contrôle et leur seule initiative, la conduite des « opérations ». Et les nécessités matérielles vont conditionner les aspirations politiques et sociales de la jeune révolution. C'est la trahison qui s'installe. Tous les avorteurs politiques exultent. Ce n'est pas encore cette fois qu'une révolution triomphante montrera la voie de la libération aux travailleurs du monde. Car, avec les ceillères du commandement unique, le besoin toujours croissant de matériel de guerre, les nécessités du ravitaillement civil, le problème déborde les frontières espagnoles et les frontières de classe.

Et, tout de suite, sous le couvert hypocrite du « gentlemen's agreement » et de la non-intervention, c'est le blocus de la révolution et le ravitaillement massif des fascistes.

Vous avez espéré en la solidarité internationale ; dans tant de pays le socialisme partageait le pouvoir. Vous nous avez fait connaître les massacres monstrueux de Badajoz, de Séville, de Carpio, les bombardements de Madrid et vous avez pensé que, peut-être, les travailleurs, si puissamment organisés dans leur internationale, répondraient à la solidarité bourgeoise par le blocus des fascistes et le ravitaillement en armes des républicains. Peut-être le pensez-vous encore... C'est que, sous les régimes absolutistes que vous avez subis, vous avez conservé intact votre idéal de classe, vous n'avez pas eu la conscience atrophiée par le poison du parlementarisme et de la collaboration des classes.

Dans nos pays, à « grande maturité politique », les « dirigeants » ouvriers, qui ont une place plus ou moins éminente au banquet du régime, se sont cachés derrière la Société des Nations, derrière la non-intervention, derrière les exigences de leur politique intérieure, pour vous laisser assassiner en toute tranquillité par le fascisme international — pas seulement par Franco, Mussolini et Hitler. Toutefois, ils n'ont pas négligé de se servir de vos souffrances. Ils ont organisé de grandes

souscriptions, même de grands débats, de grandes manifestations. Il fallait, n'est-ce pas, canaliser les inévitables élans de solidarité et de sympathie du peuple. Parce que, voyez-vous, le peuple, celui des chantiers, des usines, celui du travail et de la misère, celui qui, comme vous, aspire à se libérer des chaînes d'airain du capitalisme, celui-là s'est tourné vers vous comme vers une grande espérance. Mais celui-là on l'a trompé d'abord sur les fins révolutionnaires de votre lutte, ensuite sur la forme réelle de la solidarité que vous attendiez de lui. C'est qu'il était plus facile de vous envoyer des saluts et des sardines que de mettre l'interdit sur tout ce qui était destiné directement ou indirectement à vos ennemis, plus facile que de contraindre les gouvernements à faire respecter par tous les règles de la non-intervention ou à en dénoncer la duplicité. Mais, toutes les trahisons, toutes les lâchetés on les a dissimulées derrière des caisses de savon et des sacs de haricots. Pendant ce temps, la solidarité bourgeoise s'exerçait par des envois d'armées entières, de matériel innombrable, de croiseurs, de sous-marins, de milliers d'avions et de tout ce qui devait assurer l'extermination des révolutionnaires selon les meilleures formules de la prophylaxie sociale bourgeoise.

Et il serait peut-être injuste d'endosser aux travailleurs — aux véritables travailleurs — la responsabilité des trahisons qui marquent d'une ineffaçable flétrissure le « mouvement ouvrier ». Avec la « démocratie » très spéciale qui sévit dans les grands partis et dans les grandes confédérations syndicales, il faut faire une discrimination très prudente, car, dans la réalité, ce ne sont plus que quelques potentats qui parlent au nom de la classe ouvrière, comme les rois parlaient au nom de la nation...

Mais, je vous demande pardon, tout de même...

LA COURSE A L'ABIME...

Les travailleurs qui s'étaient laissés entraîner par un sentimentalisme politique, savamment exploité par les partis, commencent tous à se rendre compte qu'une fois de plus ils ont été roulés. Il n'est plus question de guerre idéologique ; il devient de plus en plus question de sauver le régime capitaliste, sans plus. La démocratie que l'on a prostituée dans tous les parlements du monde, n'est même plus évoquée ! Il y a trois mois à peine, Chamberlain ne parlait rien moins que de l'extermination de l'hitlérisme, il fallait gagner à l'idée de la guerre des millions de gourdes de prolétaires et lui donner le temps de mettre en branle une machine bien au point. Maintenant, il n'est plus question de cela, les businessmen de la City — en accord avec leurs congénères du monde entier — ont estimé que cette illusion, à la longue, pourrait devenir dangereuse et Chamberlain a rectifié : il ne s'agit pas d'une guerre idéologique, il s'agit d'assurer la « paix », c'est-à-dire la paix des businessmen singulièrement compromise depuis quelques années. A tort ou à raison — c'est une affaire de brigands — les magnats internationaux estiment qu'il serait plus facile de détrousser le monde par tel procédé que par tel autre. Et, comme les innombrables conférences de Genève à Munich n'ont pu aboutir à un arrangement amiable, il a bien fallu régler la querelle par la guerre.

La guerre offre cette particularité pour le capitalisme international qu'elle est, dans tous les cas, une source intarissable de bénéfices. Qu'on détruise sur mer, sur terre, en France, en Allemagne, au Kamchatka ou en Patagonie, c'est toujours une extension des marchés. La guerre libère des milliers de milliards immobilisés par l'encombrement des affaires. Les gouvernements qui lésinent devant les maigres subventions aux œuvres sociales, souscrivent d'emblée la valeur du revenu national de dix ou de vingt ans pour l'achat de matériel de

guerre. Depuis de nombreuses années, le fascisme pressure le peuple allemand jusqu'à la famine, raréfiant tous les produits alimentaires et vestimentaires de première nécessité, mais consacre des sommes astronomiques à la préparation de la guerre ; tandis qu'en France, on dénonce comme une ruine nationale les lois sociales de 1936, alors qu'aujourd'hui on verse au gouffre de la guerre des centaines de milliards. Et, il en est ainsi dans chaque pays, sans oublier le nôtre.

Or, ces innombrables milliards doivent être pris dans la poche et dans le ventre de tout le monde — et avant tout de la classe ouvrière, qui est la seule à ne rien pouvoir reprendre — pour être engloutis dans les coffres-forts de la finance et de l'industrie internationales. Et cela indépendamment de l'issue de la guerre. Car nous sommes assez instruits sur la composition et la pratique des grands trusts internationaux pour savoir que, dans le partage de cette manne céleste, il n'est pas question de nationalité : il n'y a probablement qu'une véritable internationale et c'est celle-là ; celle des charognards (tiens, tiens, personne ne parle plus de cette « Internationale »).

Reconnaissons de suite qu'avant de recourir au dépeuplement brutal des travailleurs, le capitalisme avait sollicité et obtenu leur adhésion à la « cause » du droit et de la justice. Le crescendo Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne avait merveilleusement orchestré la chanson. Il n'était question que de « il faut en finir », sinon demain ce sera notre tour. Et voici que c'est notre tour, pas comme on se l'imaginait, mais très exactement comme le voulaient les mauvais bergers.

La vie des travailleurs, ici comme ailleurs, n'était sans doute pas brillante : Salaires insuffisants, chômage avilissant, restrictions politiques, injustices sociales, toutes les iniquités inhérentes au régime d'exploitation de l'homme par l'homme. Mais, depuis le début de septembre, les aggravations de tous ordres se sont abattus sur la classe ouvrière. Le chômage a pris les proportions d'un fléau social, le coût de la vie s'est élevé d'un jet vertical, les familles ont été privées de leur gagne-pain par la mobilisation du père ou des fils et, par le miracle de l'Union Sacrée, les travailleurs ont été enchaînés aux « nécessités de la défense nationale ». Ce charabia patriotique couvre une politique de régression sociale et politique et un avilissement progressif des conditions économiques de la classe ouvrière qui ne sont possibles qu'à la faveur d'un état de guerre. Ceux qui se sont donné la peine de noter chaque jour les mesures gouvernementales se rendent compte que nous n'exagérons pas en parlant de course à l'abîme. Et, main-

tenant que tous ceux des « grands militants ouvriers », dont on pouvait espérer une aide, se sont compromis sans rémission, la réaction se démasque avec cynisme. Qu'a-t-elle encore à craindre ? La mobilisation s'est déroulée dans l'ordre le plus complet ; pas le moindre petit sursaut de conscience devant l'éventualité de la guerre. La nuit du 10 au 11 novembre, où la guerre virtuelle devenait la guerre tout court, a permis de s'assurer du contrôle absolu des commandes et de la parfaite souplesse des organismes politiques et syndicaux. Par simple mesure ministérielle, il sera possible d'instituer ou de généraliser la mobilisation des chômeurs en attendant la mobilisation des civils ; la saisie et l'interdiction des journaux permettra automatiquement la suppression de tout ce qui tenterait de faire opposition à la marée réactionnaire et, la facilité avec laquelle le ministre de la Justice peut interner dans les camps de concentration des hommes qui n'ont commis d'autre crime que d'avoir lutté dans leur pays pour des idéaux de liberté qu'on prétendait être nôtres, démontre qu'on pourra se débarrasser quand on voudra et dans les mêmes conditions des militants restés fidèles à leur classe.

Qu'on ne s'étonne donc pas de la campagne cynique de la presse bourgeoise. Qu'on ne s'étonne pas des conditions imposées aux organisations syndicales par les représentants du Comité Central Industriel avec l'aide active des ministres Pierlot, Sap et Balthazar, représentant le gouvernement. Qu'on ne s'étonne pas du cynisme avec lequel le gouvernement dément les abus scandaleux résultant de l'application de l'arrêté-loi sur la mise au travail des chômeurs. Qu'on ne s'étonne pas des projets gouvernementaux sur l'assurance-chômage obligatoire. Qu'on ne s'étonne pas de l'averse d'impôts directs et indirects qui obligera les travailleurs à se serrer un peu plus la ceinture. Et on n'aura pas à s'étonner de mesures de plus en plus draconiennes.

En renonçant — ou en permettant que l'on renonce pour elle — à sa mission historique, qui est l'abolition d'un régime social basé sur l'inégalité et l'arbitraire, la classe ouvrière s'expose à subir indéfiniment toutes les misères et toutes les souffrances qui découlent INELUCTABLEMENT de l'exploitation capitaliste. La bourgeoisie trouvera toujours des dérivatifs à ses crises internes, elle les fera toujours résoudre au détriment du peuple, et elle trouvera toujours au sein du peuple des complices pour justifier ce marché de dupes.

En ce moment, nous sommes entraînés par nos soi-disant dirigeants à une course à l'abîme... sous prétexte de quoi ?

Voulez-vous y réfléchir. Voulez-vous froidement, calmement, faire le compte de ce que vous avez à gagner et à perdre au sein du « régime capitaliste ». Chômage, bas salaires, exploitation, vieillesse misérable après une vie misérable, guerres, persécutions, déchéance physique précoce et, toujours, par-dessus tout : insécurité absolue du lendemain. Le capitalisme ne peut, dans la meilleure des conjonctures, vous donner autre chose.

Mettez, en regard de ce médiocre destin, la beauté et la grandeur de notre idéal ; réalisez les ressources illimitées en quantité, en qualité, en beauté, de l'industrie moderne et du potentiel de perfection que contient le génie humain. Imaginez l'humanité dégagée des préjugés de race, des compétitions d'intérêts, des soucis engendrés par l'incertitude économique. Ajoutez à cela l'encouragement et le développement des sentiments de fraternité et d'altruisme qui ne demandent qu'à s'épanouir chez chaque homme.

Vous aurez ainsi la comparaison de deux destins.

Dans la première alternative, la plus facile sans doute, c'est la course à l'abîme... Dans la seconde, c'est la libération et le bonheur !

Il faut choisir et vouloir.

PREMIER MAI 1945

**« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS ! »**

Ce Premier Mai 1945, au moment où la guerre arrive à sa fin, devrait être une manifestation universelle des travailleurs pour une Humanité Nouvelle. Il devrait être le signal d'une mobilisation mondiale pour la conquête définitive d'une société fraternelle basée sur le Travail et la Raison, et dont seraient bannis les immondes intérêts personnels qui, de tous temps, ont déchaîné sur le monde les fléaux de la misère et de la guerre.

Ce Premier Mai devrait être consacré par un pacte solennel de tous les prolétaires de ne plus jamais, sous quelque prétexte que ce soit, s'entre-déchirer au profit de leurs maîtres.

Ce Premier Mai devrait être la manifestation du Travail mis au service de la Paix, du Bonheur et de la Liberté.

Ce Premier Mai devrait être ce qu'il fut autrefois, la conjuration de tous les prolétaires du monde contre leurs oppresseurs capitalistes. Ce Premier Mai devrait être l'aube d'une ère de Justice et de Clarté.

Hélas ! Il n'y a pas d'exemples dans l'histoire, même en remontant aux plus sombres barbaries des premiers âges, d'une dégradation aussi misérable. Depuis six ans, la mort, avec des raffinements monstrueux, a fauché sur tous les champs du monde ; elle a engrangé des millions, des dizaines de millions de cadavres. Il ne se passe pas de jour, sans que des découvertes de « charniers », de chambres de torture, reculant les limites de la démente criminelle d'hommes qui, pourtant, s'arrogeaient le droit de gouverner.

Toutes les ressources d'énergie n'ont eu qu'une destination, qu'un objet : TUER ! Tuer davantage, plus vite, plus cruelle-

ment. Toute la jeunesse a été éduquée, stimulée, fanatisée pour ce triste destin.

A côté de ce tragique, il y a l'odieux. La guerre a déchaîné une immoralité inégalée auparavant. Car, ces cadavres, cette souffrance, ces tortures, cette famine, ont fait l'objet d'odieuses spéculations. Comme toujours, le sang des victimes s'est transformé en richesses dans les coffres-forts, mais, plus qu'auparavant, les sinistres spéculateurs étalent leur cynisme. L'immoralité, comme une souillure, s'étend sur le monde et le monde s'en glorifie. Et comment pourrait-il en être autrement ? Pense-t-on qu'il soit possible de donner l'exemple du mépris le plus absolu pour tout ce qui donnait du prix à la conscience humaine, pour le respect de la vie, de la personnalité, pour les notions de beauté, de grandeur, sans imprégner pour longtemps, si pas pour toujours, la moralité des hommes ? Et, même pour ceux que le travail quotidien éloigne des sources de la corruption, pense-t-on qu'il soit possible de conserver intactes les notions de civisme, de devoir social, voire de simple honnêteté ?

Quelle élévation de pensée ou de sentiment peut-on espérer en ce moment où le niveau matériel d'existence est descendu au-dessous de tout ce qui est imaginable ? Le problème du ventre, du pain quotidien, s'impose avec violence et écarte toute autre préoccupation.

Et c'est alors que les plus décevantes confusions sont proposées à l'inquiétude des travailleurs. On les convie à adorer ce qu'ils ont brûlé et à brûler ce qu'ils ont adoré. Si bien, qu'en ce jour de Premier Mai, notre « Internationale » est supplantée par les chants nationalistes et notre drapeau rouge, si dououreusement et si fièrement symbolique, est perdu dans la débâche tricolore. On propose à l'admiration des prolétaires, les mauvais bergers qui légalisent leur misère et les dépouillent des armes pour la conquête desquelles ils ont versé leur sang. Il ne s'agit plus de précipiter l'écroulement d'un monde répudié par la conscience humaine, mais de le sauver, au prix de tous les renoncements ?

Confusion ! Trahison ! Corruption ! Décevante trinité qui caractérise ce Premier Mai de la libération.

Mais, les mêmes causes produisent les mêmes effets. La misère a toujours engendré la révolte et il n'est ni violence, ni mensonge qui puisse longtemps prévenir cette réaction. Trompés et surpris, les travailleurs peuvent hésiter et même s'incliner devant la force, mais un jour vient où l'ouragan se lève et balcra l'oppression. C'est ainsi que la civilisation progresse au cours de l'histoire.

Après avoir détruit des villes, des nations, un continent, les fruits du labeur de plusieurs générations ; après avoir tué des dizaines de millions de producteurs, détourné de tout travail d'autres dizaines de millions ; après avoir transformé en œuvre de mort tout le labeur de vie, le capitalisme nous impose de redresser cette faillette colossale à nos seuls dépens. Par le truchement de l'Etat, nos tâches seront doublées — il faut intensifier la production ; notre salaire sera réduit — notre économie exige des bas salaires ; notre consommation sera rationnée — nous devons beaucoup exporter et importer le moins possible...

Tels sont les slogans du Premier Mai 1945.

Eh ! bien, nous ne nous associons pas à cette duperie. Nous restons, plus que jamais, fidèles à notre idéal d'émancipation sociale !

Nous répudions le capitalisme tout dégoûtant du sang de deux guerres. Car, nous restons de Jaurès qui disait que : « le Capitalisme porte la guerre en son sein, comme la nuée porte l'orage ». Notre idéal reste un idéal de Paix et de Fraternité !

Nous répudions l'exploitation de l'homme par l'homme, source de toutes les iniquités sociales. Il n'existe pas pour nous de prédestination, il n'y a pas d'élus ; la richesse a toujours son contraire, la misère. Nous sommes pour l'égalité dans le travail et l'égalité dans le bonheur.

Nous répudions l'oppression de l'Etat, parce qu'il engendre toujours l'iniquité, la domination d'une classe par une autre. Tout au long des siècles, nous avons lutté pour la conquête de nos droits et, plus que jamais, nous prétendons les conserver et en conquérir d'autres.

Et c'est ainsi que notre Premier Mai retrouve les traditions de ceux qui nous ont frayé la voie de l'émancipation humaine. Rien ne peut nous faire oublier tout ce qui nous sépare de nos maîtres ; il n'est pas une croûte de pain que nous ne devons leur disputer âprement. Maintenant, plus que jamais, la lutte des classes nous est imposée avec une brutalité particulière et il est bien possible de violenter les faits en décrétant, comme le firent Mussolini pour l'Italie, Salazar pour le Portugal, Hitler pour l'Allemagne, Franco pour l'Espagne et Deman pour l'Utmi, qu'il n'y a plus de lutte des classes, qu'il n'y a plus que l'intérêt national, on peut présenter ce mensonge sous une autre étiquette et emprisonner la classe ouvrière dans les mêmes organes de collaboration : la lutte des classes renâtra, parce

que les aspirations de Justice, d'Égalité et de Bonheur des travailleurs sont incoercibles.

Nous restons du bon côté de la barricade, avec les martyrs de Chicago, les fusillés de Clichy, de Fourmies, avec tous nos héros qui donnèrent leur sang et leur vie pour sauver leurs frères de travail de leurs chaînes !

Tel est notre Premier Mai 1945 !

LE SIECLE MAUDIT

A n'en pas douter, le vingtième siècle sera considéré par l'histoire comme un siècle maudit, si on le juge sur les abominations qui ont marqué ces cinquante dernières années.

Héritier des plus fécondes inventions, d'un monde complètement exploré et prospecté, d'inépuisables richesses naturelles mises au service d'une technique surprenante. Héritier aussi des plus grands penseurs, des plus illustres savants. Jamais l'humanité n'a disposé de tels matériaux pour édifier son bonheur et sa grandeur. Toutes les légendes fantastiques, issues de l'irrépressible besoin de l'homme de percer les mystères et de vaincre les éléments, sont dépassées par la réalité. La science ouvre l'une après l'autre toutes les portes de la connaissance et répand l'abondance, là où il n'y avait que stérile aridité. L'homme, enfin, échappe aux forces cruelles et aveugles de la nature ; il domine l'univers.

Et pourtant, il faudrait retourner aux grands cataclysmes géologiques pour retrouver des témoignages de bestiales et aveugles dévastations semblables à celles qui marquent déjà ce grand siècle de la science. Siècle d'instruction universelle, de culture, de haute moralité et de vie policée. Le simple fait de manger avec ses doigts, de ne pas se rincer les dents ou de ne pas tirer son chapeau à la vieille dame nous classe d'emblée parmi les barbares. Et cependant, la guerre n'a cessé, un seul instant, au cours de ce début de siècle, de ravager l'un ou l'autre continent, sans compter les deux guerres mondiales qui totalisent à elles seules, peut-être cinquante millions de cadavres.

Aux temps préhistoriques, les hordes humaines, chassées par les fléaux naturels, envahissaient les terres plus hospitalières, exterminant ou chassant devant elles les premiers occupants. Elles n'avaient d'autre loi que celle de l'instinct obscur de la vie. Impuissantes à conjurer les forces de la nature, elles

vente. Il n'y a de vente possible que s'il y a achat. Il se fait donc que celui qui n'a pas de moyens d'achat, de l'argent, peut parfaitement crever de faim, à côté de montagnes de victuailles sans affectation précise. Bien mieux, une industrie peut arrêter sa production, alors que le besoin de celle-ci s'impose à des populations entières. Pas d'argent, pas de produits. De ce fait, la production ne se limite pas par le besoin naturel, mais par la capacité d'achat. Ceci est déjà une monstruosité inconcevable du point de vue humain. Elle en entraîne de bien plus grandes.

Si la production pouvait se limiter aux moyens d'achat, on assisterait rapidement à un arrêt général de toutes les « affaires », puisque les producteurs, ou plutôt les capitalistes propriétaires des moyens de production et d'échange, ne restituent qu'une partie du produit du travail aux travailleurs. Ceux-ci ne peuvent donc pas consommer la totalité de ce qu'ils produisent. Une autre partie est consommée par les non-producteurs. Mais il reste une partie qui n'est pas consommée : elle s'accumule. Ou bien elle trouve un marché lointain qui l'absorbe. Ou bien elle forme le stock. Dans le dernier cas, cette partie de la production se heurte aux excédents d'autres industries étrangères. Et c'est la guerre des marchés qui commence. Simple concurrence, d'abord. C'est celui qui vend le moins cher, ou les produits de meilleure qualité, qui l'emporte. Les autres sont refoulés et cherchent ailleurs, jusqu'à ce que le marché « mondial » soit aussi encombré que les « marchés » nationaux et le stockage commence sur le plan mondial. C'est la crise. Et nous rejoignons la deuxième alternative, pour aboutir au même résultat.

Nous avons dit que la production n'était pas fonction de la consommation, mais de la vente, mieux : de l'intérêt. Dès que la vente devient difficile, le capitaliste industriel cherche à vaincre les obstacles, à faciliter la vente. Le meilleur moyen, c'est de vendre meilleur marché que son concurrent. Comme il ne peut pas vendre à perte, il doit produire à meilleur compte. Pour pouvoir vendre moins cher, il doit donc encore diminuer la part qu'il restitue au travailleur. Soit en accélérant son travail, soit en diminuant son salaire, soit en substituant au travail manuel le travail mécanique. De toute façon, il diminue la part qu'il restitue au travailleur. Or, celui-ci est consommateur. Ayant moins de moyens d'achat, il laissera pour les acheteurs non producteurs une part plus grande de marchandises ; en réalité, le processus d'accumulation ne fait que se précipiter d'avantage. Si le capitaliste industriel ne parvient pas à reconquérir le marché, plutôt que de perdre de l'argent dans une industrie atteinte par la crise, il en retirera ses capitaux et les placera

dans une autre. Mais avant de quitter la première il aura poussé aussi loin que possible les possibilités de concurrence et, notamment, l'accroissement de la production par la concentration et la mécanisation ; rejetant dans le chômage le plus possible de producteurs manuels.

Mais l'envahissement des autres industries par du nouveau capital entraîne rapidement une congestion identique. Si bien que la crise gagne ainsi de proche en proche toutes des industries, la crise se généralise par contagion. Moins de consommateurs, moins de travailleurs, moins d'intermédiaires, c'est une spirale sans fin.

Cette fatalité qui s'attache à la production capitaliste est le chancre dont le régime cherche à se guérir. Tous les remèdes sont employés. Et d'abord celui-ci. Raréifier artificiellement les marchandises. Il serait simple et de la plus élémentaire humanité, de distribuer ces excédents qui encombrant les marchés du monde aux populations qui en ont besoin, sans avoir les moyens de les acheter. Lorsque les entrepôts de partout regorgent de blé, de graisses, de conserves, de laine, de vin, de coton, de viande, de café, de sucre, de tout ce qui est consommable, qu'enfin, il y a abondance en tout, estimez-vous qu'il soit humainement possible de laisser mourir de faim, dans le sens strict de ce terme, des dizaines de millions de malheureux et de contraindre à végéter dans la misère les artisans mêmes de ces richesses inemployées ? C'est pourtant ainsi que les choses se passent en ce beau siècle.

Il y a bien pire. En vertu de la loi de l'offre et de la demande, le prix d'une marchandise découle de la concurrence à laquelle se livrent les acheteurs entre eux pour la posséder. Lorsque celle-ci dépasse en quantité les possibilités d'achat, les prix fléchissent, s'avilissent. Pour les faire remonter, il est nécessaire de créer une rarefaction artificielle. Le premier moyen : c'est la destruction ; le moyen n'est pas neuf. Dès les origines du capitalisme, les spéculateurs y ont eu recours. Mais il a fallu attendre la première moitié du XX^{me} siècle, pour voir se généraliser ces destructions criminelles. On sait que les guerres entraînent toujours une plus grande concentration du capital, faisant contraste avec l'appauvrissement universel. Or, si la guerre provoque une absorption totale des stocks sur tous les marchés du monde et un ralentissement de la production par suite de l'immobilisation de grandes quantités de travailleurs ou par leur affectation à des productions de guerre, la guerre a aussi pour conséquence de développer la capacité de production. Il s'ensuit que, dès la paix revenue, la production

se développe rapidement et entraîne bientôt un engorgement des marchés. Ce fut notamment le cas après la guerre de 1914-1918. On ne pourrait prétendre que les conditions d'existence de la classe ouvrière furent particulièrement brillantes. On aurait pu augmenter sensiblement son standard de vie et faire reculer dans la même proportion l'engorgement des marchés ; à cette mesure humanitaire, on préféra la raréfaction artificielle. A partir de 1924, les destructions massives de denrées commencent. On dénature le blé, on se sert de café pour alimenter les locomotives, on jette au ruisseau le lait, on enfouit la viande des vaches laitières en surnombre, on transforme en engrais les porcs, on arrache les cultures de thé, de coton, les vignes, on rejette à la mer le poisson pêché au prix de tant de fatigue. C'est par millions de tonnes que les denrées de toutes sortes sont ainsi sacrifiées pour faire remonter les cours de la bourse. Et pendant ce temps-là, aux Indes, en Chine, en U.R.S.S. des millions de malheureux mouraient d'inanition, tandis que, dans les pays d'abondance les travailleurs ne parvenaient pas à se nourrir rationnellement.

Voilà les beautés d'une société pour laquelle, à quelques années de distance, d'autres millions de travailleurs avaient été sacrifiés dans une guerre monstrueuse.

Alors, comme aujourd'hui, on réclamait des sacrifices de la classe ouvrière au nom de l'intérêt national, qu'il fallait sauver. Et dans tous les pays il en était de même. En réalité, après avoir entraîné le monde dans les pires catastrophes, on le trompait pour sauver un régime social et économique indéfendable devant la conscience humaine. Non seulement, ceux qui le trompaient de la sorte savaient qu'il n'était question que de sauver les privilèges d'une infime minorité de capitalistes, mais ils savaient également que les soi-disant remèdes qui pesaient si lourdement sur les classes travailleuses n'empêcheraient pas de nouvelles catastrophes bien plus redoutables que celles du passé. Et ils savaient aussi que celles-ci étaient uniquement le fait de l'organisation économique et sociale du monde au nom de laquelle ils appelaient les malheureux au sacrifice.

Les résultats ne se sont pas fait attendre. Dès 1929, la crise prend l'allure du désastre. C'est par millions que les travailleurs sont chassés des usines, la misère s'étend de plus en plus dans un monde qui crève d'abondance. Et, pour tenir les parias en respect, les régimes de force s'installent un peu partout. Ici, ouvertement, cyniquement, à coups d'assassinats politiques, de dictature et de terreur ; ailleurs, d'une manière plus hypocrite,

sous les apparences de la légalité. Mais la liberté, déjà si faible auparavant, disparaît peu à peu du monde. Les nationalismes sont déchaînés. On se sert de certains gouvernements et de certains aventuriers politiques comme d'agents provocateurs qui justifieront la guerre. Car celle-ci est désormais l'indispensable remède pour résorber la crise en même temps que les conflits sociaux, que la crise mondiale doit développer. Et nous connaissons dix années de guerre des nerfs, de préparation psychologique, de bourrage de crâne. Tout cela dans une incertitude énervante et une misère généralisée qui n'ont d'autre but que de créer une psychose de désespoir et de favoriser la politique du pire. Nous nous souvenons des malheureux qui s'écriaient, à bout de patience : « Plutôt la guerre, et qu'on en sorte ! ».

Nous en étions là à la fin de 1939, quand la guerre embrasait l'un après l'autre tous les pays d'Europe, avant de gagner le monde entier. Et la Belgique a flambé à son tour. Tout le plan soigneusement conçu par le capitalisme international, se développait inexorablement. Et pendant plus de quatre ans, nous avons connu toutes les misères de l'occupation. Le pays a été vidé de sa substance, ravagé, réduit aux pires expédients pour survivre à la dénutrition. Les meilleurs d'entre les hommes ont été emprisonnés, torturés, tués, ensevelis vivants dans d'épouvantables charniers, livrés au sadisme délirant de fous criminels. Pendant que, amis ou ennemis, lâchaient du haut du ciel des bombes aveugles qui réduisaient les villes en cimetières. Et pendant ce temps, des dizaines de millions de soldats se livraient une guerre sans merci d'un bout du monde à l'autre.

Le bilan de cette folie criminelle, on ne nous le fera jamais connaître. Rien qu'en destructions matérielles, il a été perdu plus de richesses, qu'il n'en faudrait pour assurer le bonheur de plusieurs générations humaines. Et nous ne comptons ni les morts, ni les souffrances. Mais, ce que nous savons, c'est que rien que pour ce qui concerne les Etats-Unis, les capitalistes se sont partagé plus de deux mille milliards de bénéfices nets.

Et voici revenue la Paix. Comme après l'autre guerre, c'est aux travailleurs qu'on fait appel pour « sauver » l'intérêt national. Ce sont les travailleurs qui doivent consentir les sacrifices nécessaires pour que, dans deux ou trois ans, la crise les étireigne à nouveau dans ses tenailles de fer, en attendant que la guerre les précipite dans l'épouvante des destructions atomiques.

C'est cela notre Siècle Maudit. Et c'est pour sauver le régime qui engendre ces monstruosités qu'on nous réclame des

sacrifices préalables. Nous ne voulons pas nous faire les complices de cette duperie et nous disons que nous sommes prêts à supporter tous les sacrifices, mais pour l'instauration d'un régime social qui permettra le règne de la fraternité humaine, par l'égalité économique et sociale.

SOLIDARITE OUVRIERE

La charité qui se traduit simplement par l'aumône est, s'il est permis de s'exprimer ainsi, une sorte de régime protecteur de la misère.

Wowolski.

Il y a des mots qui ont une puissance dynamique formidable ; des mots qui résument en leur symbole phonétique, les aspirations les plus intimes, les instincts les plus vivaces, les besoins les plus urgents, les idéaux les plus élevés de la conscience humaine. Souvent même, leur puissance émotionnelle survit pendant des siècles aux causes qui les ont créées et, par une sorte de réminiscence atavique, les fibres les plus profondes de notre être s'ébranlent avec violence à leur évocation. Tels sont les mots : **Liberté**, dans nos temps d'esclavage volontaire ; **Beauté**, dans nos temps de laideur ; **Amour**, dans nos temps de cruauté et de haine ; **Grandeur**, dans nos temps de médiocrité ; **Fraternité**, dans nos temps d'impitoyable concurrence. Tels tant d'autres qui ont cessé leur rapport avec la réalité vivante de nos jours.

Pendant des siècles, et des siècles, digne illusoire devant le flot montant de la misère, la **charité** fut l'exutoire des bonnes âmes et le devoir propitiatoire des dévôts.

La charité, vertu théologale, était le corollaire inévitable de cette autre vertu hypocrite : l'**humilité**. L'une nécessitant l'autre. A elles deux, elles donnent assez bien l'image de ces siècles aux contrastes maudits : opulence et dénuement ; oppression et servage ; puissance et faiblesse. Le castel arrogant sur son escarpe de granit, faisant l'aumône d'un boisseau de seigle à la plaine qu'il a dépouillée de ses moissons ; grand seigneur jetant des liards de cuivre aux vilains qu'il a fait détrousser.

Les religions trouvèrent dans la charité un moyen merveilleux pour assurer une oisive aisance à leurs créatures, et c'est sûrement par leur aide que ce mot acquit sa puissance inégalée. Les économistes, les philosophes, les hommes d'Etat

ne virent aucun autre remède au paupérisme que la stérile charité. Pour le dévôt l'aumône était un placement profitable, son pauvre le remboursant largement en intercédant pour lui, par ses prières, pour la rémission de ses péchés ; pour les politiques, elle constituait une bonne soupape contre la révolte et leur assurait la meilleure des popularités ; les classes privilégiées de l'époque l'ont bénie... mais qu'en pensaient les pauvres ?

Avec le redressement de la valeur humaine, la charité perdit de sa vertu. L'égalité originelle s'insurgea contre l'humiliation. Le paupérisme connu ses causes et l'Etat se vit contraint d'élever la philanthropie en service public. Depuis la Révolution Française et, surtout, depuis 1848, le paupérisme fut à l'ordre du jour. Les hospices, les asiles, les refuges, les ateliers publics se multiplièrent : gouffres insuffisants où vinrent échouer les misères sans fin qu'engendra le début du XIX^{me} siècle. Les statistiques de cette époque sont effarantes. En France, le nombre des enfants trouvés de moins de douze ans, avait passé de 40.000 en 1784, à 129.699 en 1833, et la mortalité parmi ceux-ci était de 78 % ! La moyenne de vie était de quatre ans.

En Angleterre, le paupérisme n'était pas moins grand. En 1840, sur une population de 15 millions 562.000, il y avait un million 190.000 personnes devant recourir à la charité publique, c'est-à-dire environ 7 % et, en 1848, la proportion s'élevait à plus de 10 %, la mendicité s'étendant à un million 876.000 personnes sur une population de dix-sept millions 304.000. La France, avait en 1850, six millions d'indigents, soit 17 % de sa population !

Sans doute, ces indigents n'étaient-ils pas tous indistinctement incapables à gagner leur pain, l'indigence est bien souvent une maladie à l'égale d'autres vices et, depuis des siècles, on avait essayé de multiplier les moyens de répression, sans pouvoir tuer le mal : parce qu'on s'attaquait toujours à l'effet et non à la cause.

En Egypte, une loi obligeait les habitants à prouver qu'ils vivaient de ressources honnêtes, ceux qui ne le pouvaient étaient punis de mort.

Rome condamnait aux travaux forcés dans les mines celui qui se rendait coupable de vagabondage et de mendicité. Sous les empereurs Gratien, Valentinien et Théodore, les individus reconnus valides et pouvant travailler qui étaient convaincus de se livrer à la mendicité, étaient adjugés, s'ils étaient esclaves, à celui qui les avait dénoncés et, s'ils étaient libres, ils lui étaient adjugés, mais comme colons et non comme esclaves.

Au XIV^{me} siècle, sous le roi Jean, tous les mendiants valides

pouvaient être mis au pilori, marqués au fer rouge au front et bannis.

Louis XII, cent ans plus tard, accordait aux baillis, maréchaux et juges royaux, juridiction sur les vagabonds, sans appel, sauf les cas où ils seront condamnés à mort ou à la torture.

En 1532, le Parlement français ordonne que les mendiants seront enchaînés deux à deux et employés au curage des égouts de Paris.

François 1^{er}, en 1534, promulgue un édit qui condamne les vagabonds au supplice de la roue. Un an plus tard, une loi oblige les mendiants à quitter Paris sous peine d'être pendus.

Et je pourrais, à l'infini, allonger la liste des mesures les plus cruelles qui furent prises pour... ne pas résoudre le problème de la misère, mais pour en éviter la vue à ceux qui en étaient responsables. Aussi, le paupérisme, comme une lèpre menaçante, s'étendit de plus en plus. Vint l'agonie de l'artisanat, l'avènement de l'industrie, l'accroissement toujours plus grand des populations urbaines, vint enfin le capitalisme et, malgré tous les cautères des économistes, la bienfaisance publique ou privée dut avouer son impuissance.

Il ne suffisait plus de marquer au fer rouge, ni de pendre. La concurrence aidant, le chômage forcé, l'organisation inhumaine du travail introduisent l'indigence au foyer même du travailleur.

Enfin, au-dessus de toute cette misère et de toute cette injustice, planait le grand rêve égalitaire des humanistes et des philosophes de la Révolution. L'orgueil humain se retrouvait dans d'imprescriptibles droits de l'Homme et du Citoyen, la charité devint odieuse et la philanthropie insultante. Le droit à l'existence reconquit sa prééminence sur la condition sociale. Le pauvre cessa de mendier, il exigea sa place au banquet de la vie. Dès lors, la charité était morte. Et un autre sentiment, une autre pratique, d'une fécondité merveilleuse, s'établit entre les parias : la **solidarité** ! Le ciment de toutes nos forteresses ! Le lien par lequel notre sympathie, notre participation se manifestent en toutes occasions, dans tous dangers, dans toutes infortunes.

Ce fut la solidarité qui unit les hommes, ayant les mêmes aspirations, pour la lutte commune. La solidarité est née du peuple, elle est sa grande promesse. Et il faut que le peuple veille jalousement à ne pas la laisser vénaliser, comme il fut fait de tant d'autres grandes choses issues de lui. Chaque fois, qu'une partie du peuple, sur quelque point du globe que ce

puisse être et pour n'importe quelle raison, se trouve en danger, la solidarité doit immédiatement exercer sa mission salvatrice. Il importe que le sentiment de solidarité, qui doit devenir un jour la base même de l'humanité, soit exaltée de plus en plus dans le cœur des travailleurs. C'est lui qui doit régner dans nos organisations syndicales. C'est lui qui, par-dessus les mensonges politiques, par-dessus les frontières, par-dessus les barrières trompeuses que l'on élève entre les peuples et les races, doit unir dans un même espoir l'humanité entière.

Mais il faut aussi qu'on l'épure de toute contrainte et de toute promiscuité. La solidarité, œuvre des travailleurs, doit se manifester par les travailleurs et pour les travailleurs.

Les âpres conflits de la vie veulent que nous dénombriers nos cohortes. Pour nous ou contre nous.

Nous ne pouvons accepter l'aumône hypocrite de ceux qui, hier encore, nous poussaient au carnage ; qui, hier encore, nous disputaient le droit à la vie ; qui, tous les jours, font de notre existence une bataille où ils usent de toutes les cruautés et de toutes les injustices. Leur aumône est une insulte. Il vaut mieux souffrir de mille misères plutôt que de se courber sous elle. Mais nous devons exercer notre solidarité. La solidarité des nôtres n'est pas une charité ; ce n'est pas le geste rituel de la main, ni la spéculation hypocrite des Tartuffe modernes. Notre solidarité, c'est la sympathie effective, c'est l'instinct de défense, c'est la participation vivante, c'est la manifestation de la fraternité réelle. C'est la réalisation de ce précepte du Nazaréen ; « Aime ton prochain comme toi-même ! ».

Qu'un cataclysme aie à dévaster une contrée, et la charité officielle pharisaïque — celle que ce Nazaréen dénonça voici vingt siècles — promène son outrageante publicité à travers le pays. Cette charité, à tant pourcent, qui entretient largement un nuée de parasites, et qui s'exerce à l'aide d'une réclame tapageuse, n'est pas la nôtre.

Notre solidarité n'a rien à voir avec les défenseurs de l'oppression. La misère, les catastrophes, les épidémies, le plus souvent ce sont eux qui les causent et qui les entretiennent. Leur aide est comme le baiser de Judas.

En toutes circonstances, que ce soit dans la lutte ou dans l'entraide, la solidarité ouvrière doit s'affirmer, agissante et efficace, comme un témoignage fécond de la fraternité humaine. C'est par elle que nous sommes forts. C'est par elle que nous vaincrons.

« Le Syndiqué du Livre », 3^e année, n° 10, octobre 1947.

A QUAND LA PROCHAINE ?

La guerre des nerfs se poursuit avec une froide cruauté qui ne doit nous laisser aucune illusion sur les sentiments de ceux qui l'entretiennent et la dirigent. Leur dessein a des fins multiples : chantage à l'égard des petites et moyennes nations afin de les entraîner sans trop de résistance dans le jeu des grands impérialismes ; maintien d'une psychose de peur paralysante justifiant les armements massifs et les restrictions économiques ; préparation du mensonge idéologique communisme-démocratie pour jeter les travailleurs dans le carnage fratricide.

Le monde n'a jamais connu un désordre semblable à celui que nous connaissons depuis la fin de la guerre et jamais non plus nous n'avons connu autant de conférences internationales de toute nature pour prévenir ou remédier aux catastrophes politiques, économiques et financières qui nous menacent de tous côtés.

Les mêmes gouvernements, les mêmes personnages nous épouvantent d'un côté et, de l'autre, nous endorment de leurs assurances les plus sereines.

Ils mentent dans les deux cas, car s'il est peut-être vrai qu'aucun d'eux ne désire délibérément la guerre, tous savent que cette guerre est inévitable. Chacun d'eux, avec une égale fébrilité, la prépare et par cela même en augmente chaque jour la réalité. Elle est inévitable, parce que rien, dans la vie des nations comme dans celle des individus, de ce qui a provoqué la précédente n'a été éliminé. Non seulement l'idée de la guerre, mais les causes matérielles, les infernales rivalités d'intérêt n'ont été détruites. Elles sont là, plus monstrueusement exigeantes de sang et de souffrances que jamais. Et il se trouve toujours des « grands hommes » d'Etat impatients de poser devant l'histoire.

Il y a aussi l'impossibilité pour le capitalisme d'abandonner le marché des armements, d'abandonner l'économie de guerre,

de revenir à l'économie de paix, sans s'exposer aux pires désordres sociaux et précipiter sa propre déchéance.

Es-ce que vous vous rendez compte de ce qu'entraînerait la réintégration dans la production de paix des millions de travailleurs maintenus sous les armes, des millions de travailleurs occupés à des fabrications de guerre, des milliards de tonnes de matières premières transformées en matériel de guerre ?

Une pareille éventualité rendrait impossible le maintien pendant un mois de l'économie capitaliste.

Il en résulterait une surabondance de biens de consommation telle qu'il faudrait ou bien détruire la plus grande partie de la production, ou bien réduire au chômage des dizaines de millions de travailleurs ou bien... augmenter prodigieusement les possibilités de consommation pour la généralité des hommes. Toutes conditions incompatibles avec l'existence du profit capitaliste.

Et, plutôt que d'abandonner ses privilèges, la bourgeoisie préfère plonger le monde périodiquement dans un bain de sang et de boue, quitte à se réfugier hypocritement derrière de grands principes outragés en accusant autrui.

Mais cette sinistre comédie ne pourra pas durer indéfiniment. Il y a les bénéficiaires, mais il y a aussi les victimes. Elles sont de plus en plus nombreuses. Elles sont de moins en moins maniables. Il faut prendre des précautions. Organiser de longue main une mise en scène habile. Faire croire aux futures victimes que ce sont elles qui veulent faire la guerre, que c'est à leur bénéfice et que c'est volontairement qu'elles se préparent à souffrir les pires misères. Il faut leur cacher les ignobles intérêts de classe qui ne peuvent subsister que par la guerre. Aussi, il s'est formé dans chaque pays une caste particulière de techniciens du brouillard. Ce sont eux qui organisent les sketches et inspirent la grande politique internationale. Reconnaissons, en toute justice, qu'ils sont génialement doués. Il n'est que de voir les ravages que la guerre froide parvient à faire dans les esprits et jusque dans notre mouvement ouvrier, où l'on a réussi à substituer à la guerre anti-capitaliste une guerre interne fratricide.

Quand donc les travailleurs ouvriront-ils les yeux ? Quand donc se dresseront-ils unanimes, tous réconciliés par-dessus les barrières politiques, étatiques et religieuses contre la guerre ? Parce que lorsque celle-ci sera définitivement vaincue, le système social qui la provoque sera renversé à son tour.

La presse a publié, ces jours derniers, des chiffres tirés d'une revue de droit international, qu'il nous soit permis de les

rappeler ici. ILS SONT PEU DE CHOSE A COTE DE CE QUE SERONT LES RESULTATS D'UNE GUERRE ATOMIQUE OU BACTERIOLOGIQUE.

Pendant la guerre 1939-45 :

Plus de 32 millions de jeunes gens ont perdu la vie ;

Dans les camps de concentration, 26 millions d'êtres humains sont morts ou ont été assassinés ;

Près de 30 millions de personnes sont blessées ou mutilées ou réduites à l'incapacité de travail ;

Les raids aériens ont provoqué la mort de 15 à 20 millions de personnes ;

Dix à 12 millions de personnes ont disparu sans qu'on puisse retrouver leurs traces ;

Par suite des bombardements aériens, 21.245.000 personnes ont perdu leurs foyers et leurs biens ;

Quarante-cinq millions de personnes ont été évacuées, ou ont été, — et le sont souvent encore — en prison, déportées, internées, éloignées de leurs proches ;

Il a été détruit 30 millions de logements ; 150 millions de personnes sont sans abri, en proie aux intempéries et à la faim ;

Environ 1 million d'enfants ont perdu leurs parents ;

D'après les données américaines, les dépenses de la dernière guerre atteignent 375 milliards de dollars-or, soit près de quatre fois plus que l'avant-dernière guerre.

La prochaine guerre sera infiniment plus meurtrière que la dernière.

Jusque quand les travailleurs consentiront-ils à se faire massacrer pendant la guerre et exploiter sans vergogne avant ou après ?

Seule une société sans classe, économiquement égalitaire et libre, peut nous préserver du cauchemar de la guerre.

De toutes leurs forces, les travailleurs doivent œuvrer à sa réalisation.

LE CHOMAGE : FRUIT POURRI DU CAPITALISME

La crise de chômage vient de s'aggraver d'une façon tellement inquiétante que l'opinion publique s'en est fortement émue ; à son tour, le gouvernement s'est alarmé et nous avons failli subir une nouvelle crise ministérielle parce que deux ministres, représentant deux secteurs politiques différents, se disputaient le monopole de la lutte contre le chômage. Et c'est l'authentique ministre de la bourgeoisie industrielle et commerçante, M. Duvieusart, qui aura le contrôle des mesures qui seront proposées pour résoudre ou limiter cette nouvelle calamité. C'était déjà ce personnage qui tranchait, en dernier ressort, les questions de salaires, et nous connaissons sa manière. Bonne chance aux chômeurs, leurs intérêts sont dans de bonnes mains.

L'indice du chômage est en quelque sorte le bulletin de santé de l'économie nationale, le remède héroïque de la guerre l'avait passablement ragaillardie, mais ce dopage ne semble pas devoir durer longtemps. Trois cent mille chômeurs, c'est un indice inquiétant. Et on ne peut pourtant pas recommencer la guerre tous les cinq ans ! On ne peut pas davantage augmenter les budgets de guerre et développer encore la course à la remilitarisation. Toutes les grandes nations engouffrent dans les budgets de guerre des sommes astronomiques. Rien que les Etats-Unis consacrent à leur département de la guerre plus du tiers de leur budget global, c'est-à-dire plus de 15 milliards de dollars, auxquels il faudrait ajouter environ un milliard pour les recherches atomiques et plus de trois milliards pour les pensions de guerre. Ce total représente près de mille milliards de francs belges ! Il faudrait à cela ajouter les sommes prévues dans le plan Marshall pour le rééquipement militaire de plusieurs nations étrangères. Peut-on imaginer quelque chose de plus insensé ? Et cela au XX^{me} siècle ! A une époque de haute civilisation qui dispose de possibilités techniques à peu près illimitées ! Alors que la moitié de l'humanité crève littéralement d'insuffisance alimentaire et croupit dans le dénuement le plus sordide. Et c'est pour défendre et perpétuer ce système économi-

que et social qu'on réclame de la classe ouvrière le renoncement à ses besoins les plus élémentaires et qu'on la prépare peu à peu à se faire massacrer une nouvelle fois. Peut-on concevoir quelque chose de plus hallucinant ?

Et nous ne nous écartons pas de notre sujet, le chômage est un fruit pourri de notre système capitaliste, tout comme la guerre et la plupart des calamités qui sont la honte de l'humanité. Il est évidemment plus commode d'isoler ces manifestations diverses de leur cause profonde et d'appliquer de la pomade sur les chancres, alors qu'il faudrait extirper la syphilis qui les rend inévitables. Pour ce qui est du chômage, les remèdes préconisés sont fonction de l'un ou l'autre point de vue. Pour les uns, c'est une question budgétaire. Les ressources de la Sécurité Sociale sont insuffisantes pour couvrir les frais d'indemnisation, il faudra prélever le surplus sur le budget de l'Etat. Il s'agit donc avant tout de compression, de contrôle, de limitation des indemnités. Ceux-là colportent volontiers que les chômeurs sont des paresseux qui vivent aux crochets de la communauté. Il faut multiplier les tracasseries administratives et... rétablir l'état de besoin. Pour les autres, le problème est d'ordre économique, le remède est dans l'accroissement de nos exportations, par conséquent dans une révision totale de notre prix de revient, qui est trop élevé. Il faut soulager les bilans des charges sociales et fiscales qui les écrasent. Et il faut surtout réduire les salaires qui sont trop élevés. Il en est, enfin, et ils sont les plus nombreux quoiqu'on les entende moins, pour lesquels le problème est tout à la fois d'ordre économique, politique et social. Ils s'égarant le plus souvent sur des voies de garage : entreprises de travaux publics, rééquipement industriel permettant une productivité accrue et des fabricats moins chers, réglementation de la main-d'œuvre étrangère tout en préconisant une redistribution internationale de la main-d'œuvre, élargissement du marché intérieur par une revalorisation des salaires, enfin, comme remède immédiat, augmentation des indemnités de chômage.

Et chacun tire dans ces directions diamétralement opposées. Mais, en admettant que toutes les intentions soient pures et ne visent pas autre chose que la remise au travail des chômeurs, tout cela n'est que du provisoire, du superficiel, du pis-aller et ne peut donner la solution du problème.

Nous l'avons dit : le chômage est une des maladies honteuses du régime capitaliste et c'est une maladie incurable qui ne peut disparaître qu'avec le régime lui-même.

Depuis un siècle, nous avons assisté à une révolution